

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Bulletin officiel

TEXTES ÉMIS EN SEPTEMBRE ET OCTOBRE 2000

Directeur de la publication : Bruno Suzzarelli
Directeur-adjoint : François Braize
Rédacteur en chef : Isabelle Maréchal
Secrétariat de rédaction : Pierre Bertrand, Yanne Brédillard, Sylvie Bourcier,
Claude Gardeur, Ernestine Gomis, Josiane Karkidès, Véronique Van Temsche

Imprimerie du ministère de la culture
et de la communication

Ministère de la culture et de la communication
Direction de l'administration générale
Sous-direction des affaires juridiques
Centre de documentation juridique et administrative
3, rue de Valois, 75001 Paris. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : **120 f**
18,29 €

ISSN : 1295-8670

SOMMAIRE

Mesures de publication et de signalisation

Cabinet de la ministre

- Page 5 Note n° 2000/038 du 23 octobre 2000 relative aux recours à des entreprises extérieures - prise en compte de certains indicateurs lors de la passation de certains marchés publics.
- Page 6 Instruction interministérielle n° 00-156 JS du 25 octobre 2000 concernant les contrats éducatifs locaux.

Direction des archives de France

- Page 9 Circulaire interministérielle AD 2000-2 du 31 octobre 2000 relative au traitement des archives des directions départementales de l'agriculture et de la forêt : dossiers d'aides aux agriculteurs.

Direction de l'architecture et du patrimoine

- Page 15 Circulaire n° 2000/033 du 8 septembre 2000 relative aux missions incombant aux architectes en chef des monuments historiques.
- Page 18 Circulaire n° 2000/035 du 13 octobre 2000 relative à l'attribution des crédits de «prospections-inventaires» et crédits d'intervention pour les conséquences des tempêtes des 26 et 27 décembre 1999.
- Page 22 Circulaire n° 2000/037 du 30 octobre 2000 relative à la procédure de protection au titre des monuments historiques. Complément à ma circulaire du 4 mai 1999 sur les conditions d'application du décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux.

Direction des musées de France

- Page 23 Circulaire n° 2000/036 du 23 octobre 2000 relative au projet de création de Fonds régionaux d'aide à la restauration (F.R.A.R.) d'œuvres des collections des musées classés et contrôlés.

Direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles

- Page 24 Circulaire n° 2000/034 du 27 septembre 2000 relative aux centres de formation des enseignants de la musique et de la danse et aux centres de formation des musiciens intervenants.

Délégation aux arts plastiques

- Page 26 Arrêté du 2 octobre 2000 portant composition de la commission nationale des travaux de décoration des édifices publics siégeant auprès de la ministre de la culture.

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

- Page 27 Décision n° 381 du 11 octobre 2000 portant nomination du directeur de la production.
- Page 27 Décision n° 382 du 11 octobre 2000 portant nomination du directeur juridique et financier.
- Page 27 Décision n° 1424 K du 16 octobre 2000 portant délégation de signature.

Mesures d'information

- Page 34 **Relevé de textes parus au Journal officiel**

- Page 42 **Réponses aux questions écrites**
(Assemblée nationale et Sénat)

Divers

- Page 47 Dérogations aux délais vidéo
- Page 49 Bulletin d'abonnement

Mesures de publication et de signalisation

CABINET DE LA MINISTRE

Note n° 2000/038 du 23 octobre 2000 relative aux recours à des entreprises extérieures - prise en compte de certains indicateurs lors de la passation de certains marchés publics.

à l'attention de mesdames et messieurs les directeurs et délégués d'administration centrale,

mesdames et messieurs les présidents et directeurs des établissements publics administratifs,

mesdames et messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires culturelles),

mesdames et messieurs les préfets de département (services départementaux de l'architecture et du patrimoine).

Le recours à des entreprises extérieures pour l'exécution de certaines missions, notamment dans les domaines du gardiennage, de la sécurité ou de l'entretien, s'est développé au cours des dernières années comme le moyen d'améliorer la qualité du service rendu à l'usager tout en maîtrisant son coût et de recentrer l'emploi public sur les missions fondamentales de l'Etat et de ses établissements publics.

Le code des marchés publics impose à ce titre aux personnes morales qui lui sont soumises une obligation de neutralité, toute discrimination positive en faveur d'une catégorie d'entreprise étant interdite, à moins d'être explicitement autorisée par un texte de niveau législatif ou réglementaire.

Il convient en effet de rappeler que le code des marchés publics, dans ses articles 95 et suivants énonce les critères de sélection des offres présentées dans le cadre d'un appel d'offres, en indiquant que l'appréciation portée sur l'offre est opérée *«en tenant compte, notamment, du prix des prestations, de leur coût d'utilisation, de leur valeur technique et du délai d'exécution»*.

Cela ne signifie pas que la personne publique ne puisse introduire d'autres critères, dits additionnels, puisqu'il est également précisé que *«le représentant légal de la collectivité peut avoir décidé que d'autres critères entrent en ligne de compte ; dans ce cas,*

ils doivent avoir été spécifiés dans le règlement de la consultation».

L'introduction de ces critères supplémentaires ne doit cependant pas constituer le moyen de contourner les règles de neutralité imposées par le code des marchés publics puisqu'il est rappelé que *«sont toutefois prohibés les critères qui ne seraient pas justifiés par l'objet du marché ou ses conditions d'exécution»*.

D'ores et déjà, les dispositions restrictives du code des marchés publics dans sa rédaction actuelle, s'agissant des critères d'attribution, n'interdisent pas totalement à l'administration de rechercher les entreprises capables de concilier efficacité économique et dynamisme social, grâce à un effort de définition des conditions d'exécution du marché.

Elles l'obligent, en revanche, à définir *a priori*, dans le cahier des clauses administratives particulières ou le cas échéant celui des clauses techniques particulières, les obligations de l'entreprise susceptibles, dans le même temps, d'influer de façon positive sur la qualité de la prestation et sa bonne exécution et de l'inciter à poursuivre ou mettre en place une politique sociale compatible avec le respect de ses obligations contractuelles.

A titre d'exemple, la qualité et la continuité dans le temps des prestations indispensables à l'ouverture des locaux (sécurité, nettoyage) constituant deux points essentiels pour des structures accueillant du public, pourront être prévus plusieurs types de clauses :

- des clauses relatives à la formation professionnelle continue des agents afin d'améliorer l'adéquation compétences/tâches confiées,
- des pénalités de retard suffisamment dissuasives pour que l'entreprise s'assure qu'elle dispose des moyens adéquats de prévention des conflits sociaux (niveau de rémunération et avantages divers consentis au personnel, qualité de l'encadrement intermédiaire et du dialogue social interne à l'entreprise...),
- en cas de défaillance, des délais d'intervention suffisamment exigeants pour obliger l'entreprise à désigner un correspondant permanent de l'administration réellement à même de rétablir la bonne exécution de la prestation.

D'autres types de clauses peuvent bien évidemment découler de l'objet et des modalités d'exécution spécifiques à chaque marché public, que vous êtes seuls à même de définir, au cas par cas.

La ministre de la culture et de la communication,
Catherine Tasca

Instruction interministérielle n° 00-156 JS du 25 octobre 2000 concernant les contrats éducatifs locaux.

Le ministre de l'éducation nationale

La ministre de la culture et de la communication

La ministre de la jeunesse et des sports

Le ministre délégué à la ville

à

Madame et messieurs les préfets de région

Mesdames et messieurs les recteurs d'académie

Directions régionales et départementales de la jeunesse et des sports

Directions régionales des affaires culturelles

Mesdames et messieurs les préfets de département

Mesdames et messieurs les inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'éducation nationale

Directions départementales de la jeunesse et des sports

Référence : Instruction n° 98-119 JS et n° 98-144 EN du 9 juillet 1998.

En proposant aux collectivités territoriales et à leurs groupements de négocier et de signer les contrats éducatifs locaux (C.E.L.), l'Etat affirme depuis deux ans sa conviction que l'éducation est une mission partagée.

Pour sortir de l'accumulation de procédures et rendre lisible leur intention politique commune, les ministères signataires décident de faire du C.E.L. le contrat fédérateur des politiques éducatives. Il convient donc d'élargir son champ d'application à toutes les actions entrant dans le cadre de cette éducation partagée (1), notamment celles prévues par les Contrats locaux d'accompagnement scolaire (C.L.A.S.), les dispositifs d'éducation artistique, ... et de rechercher les liaisons avec les actions relevant des Contrats locaux de sécurité (C.L.S.). La réussite de la mise en œuvre d'une politique cohérente passe par la mutualisation de tous les moyens et la simplification des dispositifs contractuels.

L'objet de la présente circulaire est de compléter celle du 9 juillet 1998 qui reste toujours en vigueur et de définir les termes d'une amélioration qualitative des

contrats, y compris ceux déjà signés, en mettant la priorité sur l'éducation culturelle et artistique.

En effet, la qualité des actions participe à la réduction des inégalités d'accès des enfants et des jeunes aux savoirs, à la culture et au sport. Les zones urbaines et rurales en difficulté sont en ce sens prioritaires. Il convient également de remédier aux disparités des capacités financières des communes dans l'attribution des crédits.

I - Une offre éducative de qualité

La mission éducative, dont le C.E.L. constitue l'expression, est une responsabilité partagée entre l'Etat, les enseignants, les collectivités territoriales, les associations, les familles. Elle s'exerce dans des temps et des espaces différents qu'il est nécessaire de mettre en cohérence dans un souci de complémentarité et de continuité éducative.

Les C.E.L. proposent une articulation entre les différents temps, scolaire, péri et extra scolaires, en précisent la complémentarité et l'interaction, mais aussi les spécificités dans le respect des rythmes de vie et des besoins des enfants et des jeunes. Ils devraient aussi apporter une réponse de qualité aux questions d'organisation du temps et de la vie familiale.

Contenus

La connaissance réciproque des projets élaborés dans le cadre scolaire (projets d'école et d'établissement, projets Z.E.P. et R.E.P., contrats de réussite) et des projets éducatifs proposés par la ou les communes conditionne la continuité éducative recherchée et garantit un enrichissement mutuel. La recherche de cohérence et de complémentarité entre eux est indispensable. Par ailleurs, les lycées, et en particulier les établissements d'enseignement technique et professionnel, seront associés aux C.E.L. lorsqu'ils en manifesteront la volonté.

L'amélioration qualitative passe par une offre d'activités diversifiées, en prenant en compte la nécessité de permettre une participation équilibrée des filles et des garçons.

Ainsi seront privilégiés :

- l'éducation à l'image, au cinéma et au multimédia. Il s'agit d'organiser les activités visant à la maîtrise des codes de l'image, la rencontre progressive avec les œuvres du patrimoine et de la création, l'appropriation active du langage des images et des sons par la pratique de la vidéo et du multimédia ;
- la musique et le chant choral, en lien avec les parcours musicaux pilotés par des musiciens intervenant à l'école élémentaire ;

(1) : voir en annexe les principaux dispositifs concernés.

- l'architecture, le cadre bâti et le paysage afin de les sensibiliser à leur environnement et à l'aménagement de l'espace dans un souci de préparer le futur citoyen à ses responsabilités sur son cadre de vie ;

- l'éducation à l'environnement au sens large, pour faire comprendre les interactions entre l'homme et son environnement, urbain ou rural, par des approches pédagogiques multiples (sensorielle, ludique, scientifique,...) et sur des thèmes adaptés aux réalités locales (déchets, eau, énergie, patrimoine, transports, flore, faune,...). Les classes de ville pourront être un support privilégié pour organiser ces activités dans l'école ou en dehors de l'école dans les sites en contrats de ville ;

- la culture scientifique, qui permet de mieux comprendre les évolutions techniques et scientifiques, la démarche devant être développée comme un moyen pédagogique permettant autant de s'impliquer dans les projets que de mieux appréhender le monde de la recherche ;

- l'environnement des objets et des signes visuels. Il devra faire l'objet d'analyses critiques de manière à favoriser la maîtrise de leur usage et l'apprentissage des pratiques quotidiennes de consommation (mode, design des objets, communication visuelle,...) ;

- les pratiques physiques et sportives qui constituent un élément important de l'éducation, de la connaissance et de la maîtrise de son corps, de l'intégration et de la vie sociale. Il s'agit de proposer un éventail large de disciplines, permettant une prise de conscience d'aptitudes et un développement harmonieux ;

- l'éducation à la santé, par la mise en place d'actions qui permettent l'acquisition de connaissances sur leur corps, la nutrition, l'hygiène, l'environnement, les conduites à risques.

Les pratiques artistiques seront, dans toute la mesure du possible, assurées en lien avec le réseau des établissements d'enseignement spécialisé et les services éducatifs ou des publics existant dans des institutions artistiques et culturelles.

Dans tous les cas, les activités proposées auront pour finalité de donner à tous les enfants et à tous les jeunes le moyen de découvrir de nouvelles formes d'activités, de s'approprier des démarches d'apprentissage adaptées, et de les placer dans des situations d'expérimentation active leur demandant un engagement personnel.

Elles doivent ainsi leur permettre d'acquérir des compétences transférables, de développer leur personnalité et leur créativité et de se socialiser dans le cadre d'un projet éducatif local qui associe projets

d'établissements scolaires et politiques communales de l'enfance et de la jeunesse.

Elles ne sauraient se substituer aux enseignements menés sous la responsabilité des enseignants pendant le temps scolaire. Elles doivent s'inscrire de par leur caractère spécifique, leur encadrement, leur finalité, dans une perspective d'enrichissement et de complémentarité interactifs.

Modalités

Dans le but de mutualiser les moyens et les ressources, le projet éducatif local peut être élaboré avec les communes ou leurs groupements sous toutes les formes prévues par la loi n° 99-533 du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale. Il peut également être initié par d'autres partenaires locaux, notamment associatifs, à condition que la dimension territoriale soit prise en compte.

Signé par la municipalité ou le groupement de communes concernés, le contrat éducatif local qui en résulte peut être cosigné par les établissements publics locaux d'enseignement (E.P.L.E.) et/ou les associations concernés. Il vous appartiendra de vous assurer que ces dernières, dans la mesure où leur champ d'intervention correspond à une ou plusieurs actions prévues dans les C.E.L., ont bien été associées à sa préparation.

II - Formation, évaluation, coordination

L'amélioration qualitative des C.E.L. est une priorité pour tous, de la conception à la mise en œuvre concrète des projets. Cette qualité sera atteinte en portant une attention particulière à la formation, à la coordination et à l'évaluation, notamment au plan local.

Formation

La formation des intervenants doit être une préoccupation constante pour la réussite des projets éducatifs locaux. C'est pourquoi il faut s'attacher à ce que leur qualification soit conforme aux dispositions légales et réglementaires régissant le champ de leur intervention. Elle doit correspondre au public auquel ils s'adressent, aux spécificités des actions qu'ils conduisent et au contexte dans lequel ils interviennent. Une attention particulière sera portée à la formation des coordonnateurs. L'organisation d'un séminaire régional annuel permettra aussi de favoriser l'émergence d'une culture commune du partenariat et de l'action interministérielle et des modules de formation commune, notamment dans le domaine de

la conception et de la mise en œuvre des volets culturels et artistiques, seront proposés aux différents acteurs du projet éducatif local issus d'horizons professionnels divers : enseignants, animateurs, personnels communaux, intervenants artistiques ou sportifs, cadres associatifs, ...

Coordination

Vous veillerez particulièrement à la qualité du coordonnateur. Désigné par l'ensemble des signataires du C.E.L. sur proposition du groupe de pilotage, il doit être capable d'initier et d'entretenir les relations entre les différents partenaires, de dynamiser les actions, de mobiliser les moyens disponibles, sur et autour du territoire. Il possède une bonne connaissance de la vie locale, des modes d'organisation et d'intervention des principaux acteurs du contrat éducatif local. Il dispose du temps et de la formation nécessaires à cette fonction. Le financement des heures nécessaires ainsi que la définition de ses missions doivent faire l'objet d'une fiche spécifique intégrée au contrat.

Evaluation

Tout projet inclut une évaluation. Il s'agit de mesurer objectivement et précisément les effets produits par la mise en œuvre du dispositif ainsi que les coûts financiers engagés par les différents partenaires, ces effets renvoyant, bien entendu, aux objectifs de la politique éducative territoriale.

Dans le cadre des C.E.L., l'évaluation se prépare dès le diagnostic par l'élaboration d'indicateurs de réussite. Elle doit permettre d'apprécier la validité et l'efficacité du contrat et de le faire évoluer. Elle doit être interactive et associer l'ensemble des partenaires du groupe local de pilotage.

Jusqu'à présent ces questions n'ont que rarement été prises en charge par les groupes locaux et départementaux. Il est donc nécessaire de confier à une structure régionale, s'appuyant sur les conférences régionales existant entre rectorats et directions régionales des affaires culturelles et comprenant les services déconcentrés de l'Etat concernés, la coordination et l'évaluation interdépartementales ainsi que la formation en complémentarité avec les groupes locaux et départementaux.

Au plan local, cette qualité ne sera garantie que si toutes les étapes de la mise en œuvre du projet sont respectées : réalisation du diagnostic, désignation d'un coordonnateur, mise en place de modalités d'accompagnement, de suivi, d'évaluation et de régulation. Dans le cas contraire, aucun contrat ne saurait être signé.

III - Un partenariat élargi et renforcé

Au-delà d'une interministérialité affirmée, le partenariat doit être élargi et renforcé au niveau local et au niveau départemental.

Le groupe de pilotage local doit être la traduction d'une communauté éducative où chaque acteur, avec ses compétences et les missions qui lui sont confiées, est considéré comme un élément indispensable d'un ensemble cohérent.

La présence des élus au sein du groupe local de pilotage est obligatoire, car le maire est garant de l'élaboration du projet et de la mise en œuvre des décisions prises par le groupe. Celui-ci comprend les représentants de la C.A.F. et d'autres organismes sociaux présents sur le territoire (F.A.S., M.S.A.,...), des associations locales concernées, des enseignants, des familles et des parents d'élèves, du conseil local de la jeunesse ou d'un organisme similaire. Le rapprochement avec le réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents, lorsqu'il existe, devra être systématiquement recherché. Bien entendu, les enfants et les jeunes, premiers concernés doivent être associés à tous les stades du CEL., du diagnostic au bilan et voir leurs projets étudiés et pris en compte, au même titre et dans les mêmes conditions que les autres, dans une démarche d'éducation populaire, d'apprentissage actif de la citoyenneté et de lutte contre les discriminations.

La représentation de la direction régionale des affaires culturelles pourra être assurée par une structure mandatée par elle.

Le groupe de pilotage départemental est présidé par le préfet et animé conjointement par le directeur départemental de la jeunesse et des sports et l'inspecteur d'académie.

A la composition prévue dans la circulaire citée en référence, il convient d'ajouter un représentant du conseil général ainsi que les représentants d'institutions à vocation sociale (caisses d'allocations familiales, fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles, mutualité sociale agricole,...).

S'agissant de l'accompagnement, du suivi et de l'évaluation du dispositif, cette composition est complétée par les familles, les associations de parents d'élèves, les syndicats d'enseignants et des personnels impliqués dans les C.E.L., et les organisations représentatives de jeunes, par l'intermédiaire notamment des conseils départementaux de la jeunesse.

Dans le cas particulier des territoires où il existe un contrat de ville, il convient de rappeler que le C.E.L.

est l'un des éléments essentiels du volet «éducation» ou du volet «culture» de celui-ci. C'est en fonction des enjeux urbains et sociaux déterminés par celui-ci que doivent être trouvées les articulations avec les actions entrant dans le cadre de la circulaire «Préparation et suivi des volets éducation des contrats de ville» (circulaire n° 99-194 du 3 décembre 1999). Vous insisterez sur la cohérence et la complémentarité de ces différents dispositifs.

Concernant les contrats «temps libres», vous prendrez l'attache des caisses d'allocations familiales. En effet, dans le cadre d'une politique globale et concertée des temps libres des enfants et des jeunes, tout projet éducatif local devra, avant signature d'un C.E.L., faire l'objet d'une concertation avec la ou les caisse(s) d'allocations familiales. L'optimisation des moyens par leur mise en commun sera recherchée en articulant le C.E.L. avec les contrats enfance et les contrats temps libres des C.A.F. et en harmonisant leurs géographies et leurs objectifs, dans le respect des prérogatives de chacun.

Dans un souci de clarification et de simplification, les groupes de pilotage des différents dispositifs contractuels existant sur le territoire concerné chercheront à travailler de concert, en particulier pour les diagnostics qui pourraient être communs. Ce sera aussi le cas avec les actions menées dans le cadre de la circulaire du 9 mars 1999 sur les réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents.

Dans cette perspective, il conviendra d'envisager avec les partenaires la possibilité de signer des contrats pluriannuels, sous réserve des crédits disponibles et d'une évaluation annuelle des résultats, et de rechercher une harmonisation de la durée des différents contrats.

Il conviendra également, dès à présent, d'envisager leur généralisation et leur pérennisation.

Le ministre de l'éducation nationale,
Jack Lang
La ministre de la culture et de la communication,
Catherine Tasca
La ministre de la jeunesse et des sports,
Marie-George Buffet
Le ministre délégué à la ville,
Claude Bartolone

ANNEXE

Principaux textes législatifs et réglementaires :

- loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000, modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ;
- arrêté du 8 décembre 1995 modifié par l'arrêté du 19 février 1997, relatif à l'encadrement des activités

physiques et sportives en centres de vacances et de loisirs et en centres de loisirs sans hébergement ;

- arrêté du 20 mars 1984 relatif aux centres de loisirs sans hébergement ;

- circulaire interministérielle n° 2000-41 du 22 juin 2000 relative aux contrats locaux d'accompagnement scolaire ;

- circulaire interministérielle n° 99-194 du 3 décembre 1999 relative à la préparation et au suivi des volets éducation des contrats de ville ;

- circulaire interministérielle n° 2000-024 du 19 juin 2000 relative à la préparation et au suivi des volets culture des contrats de ville ;

- circulaire du 9 mars 1999 relative aux réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents ;

- circulaire n° 98-153 du 22 juillet 1998 relative à l'éducation artistique et culturelle de la maternelle à l'université ;

- circulaires du 30 octobre 1997 et n° 99-134 du 7 juin 1999 relatives aux contrats locaux de sécurité.

DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE

Circulaire interministérielle AD 2000-2 du 31 octobre 2000 relative au traitement des archives des directions départementales de l'agriculture et de la forêt : dossiers d'aides aux agriculteurs.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche

La ministre de la culture et de la communication
à

Mesdames et messieurs les préfets (directions départementales de l'agriculture et de la forêt - directions des archives départementales)

Madame et messieurs les présidents des conseils généraux (archives départementales)

Ainsi qu'il l'avait été annoncé dans la circulaire conjointe DGA/MCP/N96-1003 - AD 96-4 du 9 septembre 1996, le ministère de l'agriculture et de la pêche et le ministère de la culture et de la communication ont décidé d'entreprendre la refonte des dispositions réglementaires relatives au traitement des archives des services déconcentrés de l'agriculture et de la forêt, qui reposent actuellement sur la circulaire AD 72-3 du 13 novembre 1972.

Les nouvelles règles de traitement des archives produites par les directions régionales et départementales de l'agriculture et de la forêt, appelées à se substituer à celles figurant dans la circulaire du

13 novembre 1972, ou à les compléter, font l'objet d'une diffusion étalée dans le temps, au fur et à mesure de l'avancement des travaux du groupe de travail qui a été constitué à cet effet.

Trois circulaires ont déjà été diffusées :

- Circulaire DGA/MCP/N96-1003 et AD 96-4 du 9 septembre 1996 : archives des services de statistique agricole
- Circulaire DGA/MCP/C97-1001 et AD 97-3 du 13 février 1997 : archives des services chargés des opérations d'aménagement et d'équipement
- Circulaire DGA/MCP/ et AD 97-6 du 18 décembre 1997 : archives des services chargés de la protection des milieux naturels

La présente circulaire a trait aux dossiers d'instruction des aides aux agriculteurs.

Le tableau comprend deux parties : l'une concerne les documents généraux et comprend quatre colonnes, l'autre les dossiers d'aide et est organisé en six colonnes selon la nomenclature suivante :

Colonne n° 1 : Catégorie de document ou de dossier (nature de l'aide instruite)

Colonne n° 2 : Fonds européen

La mention "Oui" portée dans cette colonne signifie que l'aide est financée en totalité ou en partie par des fonds européens, ce qui implique que les dossiers doivent suivre les règles particulières applicables aux documents relatifs aux opérations financées par le Feoga, à savoir :

- pour les documents relatifs aux exercices 1995 et antérieurs, conservation obligatoire des dossiers jusqu'au 31 décembre de l'année civile qui suit celle au cours de laquelle la Commission européenne a apuré les comptes de l'exercice considéré (règlement de la Commission européenne n° 1723/72, article 4, § 2) ;
- pour les exercices 1996 et postérieurs, conservation obligatoire des dossiers jusqu'au 31 décembre de la *troisième année civile* qui suit celle au cours de laquelle la Commission européenne a apuré les comptes de l'exercice considéré, ou, en cas de recours devant la Cour de justice européenne, au moins un an après la conclusion de la procédure (règlement de la Commission européenne n° 1663/95).

Colonne n° 3 : Organisme payeur

On trouve dans cette colonne le nom de l'organisme qui assure le paiement de l'aide : trésor public, mutualité sociale agricole, Cnasea ou office interprofessionnel (Ofival, Onic, Sido, etc...). La connaissance de l'organisme payeur détermine la durée pendant laquelle les dossiers doivent être conservés.

En effet, lorsque le paiement est effectué par le Cnasea ou par un office national interprofessionnel, les dossiers d'instruction des demandes d'aides détenus par les directions départementales de l'agriculture et de la forêt revêtent le caractère de pièces justificatives des opérations comptables effectuées par les agents comptables de ces établissements publics. Cette situation se vérifie alors même que le nombre des dossiers interdit leur transmission de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt à l'organisme payeur. Du même coup, les dossiers sont astreints à l'obligation légale de conservation des pièces justificatives de comptabilité des établissements publics industriels et commerciaux, soit dix ans (décret N° 62-1587 du 20 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, article 215).

En revanche, lorsque le paiement est effectué par le trésor public, l'obligation de conservation n'est que de quatre ans (décret n° 69-366 du 11 avril 1969 fixant diverses mesures de procédure relatives à l'apurement des comptes publics, article 16).

Colonne n° 4. Durée d'utilité administrative (D.U.A.)

La durée d'utilité administrative est la durée pendant laquelle le service est tenu de conserver les documents mentionnés dans la première colonne. Cette durée a été définie en fonction des obligations juridiques qui incombent au service et le cas échéant, des besoins d'information nécessaires à sa bonne marche. Lorsque cette durée court à compter de l'apurement d'un compte d'un organisme, le ministère de l'Agriculture et de la pêche fera connaître à ses services déconcentrés la date de la décision et les exercices comptables concernés.

Colonne n° 5. Sort final.

Les mentions de conservation, de tri ou de destruction portées dans cette colonne doivent être interprétées de la façon suivante :

C : conservation définitive aux archives départementales.

D : destruction par les soins du service d'origine au terme de la D.U.A., et après signature d'un visa d'élimination par le directeur des archives départementales (décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979, article 16).

EG : échantillonnage géographique. Les règles de cet échantillonnage, qui doit être appliqué aux dossiers des aides relatives aux productions végétales et animales (rubrique 2.1 du tableau), sont les suivantes : l'échantillon sera constitué d'une commune au moins par petite région agricole ou par secteur géographique ayant une orientation agricole prioritaire. La totalité des

2. Attribution des aides : dossiers individuels, registres d'ordre

Nature des dossiers	Fonds européens	Organisme payeur	D.U.A.	Sort final	OBSERVATIONS
2.1. Aides relatives aux productions végétales et animales <i>2.1.1. Aides antérieures à la réforme de la politique agricole commune</i> Aides aux petits producteurs de céréales (remboursement de la taxe de co-responsabilité) Aides versées jusqu'en 1992 inclus. Aides au migrations rurales <i>2.1.2. Aides "surfaces"</i> Aides compensatoires à certaines cultures arables (céréales, oléagineux, protéagineux, lin non textile) <i>2.1.3. Primes animales</i> Prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes Prime spéciale aux bovins mâles Prime compensatrice ovine Indemnités compensatoires de handicaps naturels, au bénéfice des éleveurs de bovins, ovins, caprins et équidés Prime au maintien des systèmes d'élevage extensifs, dite «prime à l'herbe» La prime, qui a succédé à l'"aide à l'extensification", est subordonnée à un engagement du bénéficiaire de poursuivre son activité 5 ans au moins. Gestion des droits à prime (prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes, prime compensatrice ovine) <i>2.1.4. Gestion des quotas</i> Gestion des quotas blé dur Gestion des quotas laitiers		ONIC CNASEA ONIC ou SIDO Trésor public Ofival Ofival Oui Trésor public Oui CNASEA - - -	10 ans ⁽¹⁾ 10 ans ⁽²⁾ 10 ans ⁽³⁾ 4 ans ⁽¹⁾ 10 ans ⁽²⁾ 10 ans ⁽³⁾ 4 ans ⁽⁴⁾ 10 ans ⁽⁵⁾ 30 ans à/c cessation d'activité 30 ans à/c ouverture du dossier 30 ans à/c ouverture du dossier	EG C EG EG EG EG EG D D D	⁽¹⁾ Au moins, à compter de la clôture de l'exercice (art. 26 du décret n° 83-928 du 20 octobre 1983) et, en tout état de cause, jusqu'à l'apurement des comptes de l'ONIC relatifs à l'exercice suivant celui au titre duquel l'aide a été versée. ⁽²⁾ Et au moins jusqu'à l'apurement des comptes du CNASEA relatifs à l'exercice suivant celui au titre duquel la prime a été versée. ⁽³⁾ Au moins, à compter de la clôture de l'exercice (art. 26 du décret n° 83-928 du 20 octobre 1983) et, en tout état de cause, jusqu'à l'apurement des comptes de l'ONIC relatifs à l'exercice suivant celui au titre duquel l'aide a été versée. ⁽⁴⁾ A compter de la clôture de l'exercice (art. 16 du décret n° 69-366 du 11 avril 1969). ⁽²⁾ Au moins, à compter de la clôture de l'exercice (art. 215 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962) et, en tout état de cause, jusqu'à l'apurement des comptes de l'Ofival relatifs à l'exercice suivant celui au titre duquel l'aide a été versée. ⁽³⁾ Au moins, à compter de la clôture de l'exercice (art. 215 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962) et, en tout état de cause, jusqu'à l'apurement des comptes de l'Ofival relatifs à l'exercice suivant celui au titre duquel l'aide a été versée. ⁽⁴⁾ A compter de la clôture de l'exercice (art. 16 du décret n° 69-366 du 11 avril 1969). ⁽⁵⁾ Et au moins jusqu'à l'apurement des comptes du CNASEA relatifs à l'exercice suivant celui au titre duquel la prime a été versée.

Nature des dossiers	Fonds européens	Organisme payeur	D.U.A.	Sort final	OBSERVATIONS
2.2. Aides socio-structurelles					
Indemnité viagère de départ Article 27 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962.		MSA	15 ans ⁽¹⁾	D	⁽¹⁾ Les pièces justificatives des paiements effectués sont conservées au-delà, si nécessaire, par la MSA.
Indemnité annuelle de départ Article 70 de la loi n° 80-502 du 4 juillet 1980 et décrets n° 81-88 du 30 janvier 1981 et 84-84 du 1 ^{er} février 1984. L'indemnité annuelle de départ ouvre à ses titulaires le bénéfice de l'indemnité viagère de départ, à compter de la date à laquelle ils bénéficient du régime de la retraite agricole.		MSA	15 ans ⁽²⁾	D	⁽²⁾ Les pièces justificatives des paiements effectués sont conservées au-delà, si nécessaire, par la MSA.
Indemnité annuelle d'attente Décret n° 89-341 du 29 mai 1989.		CNASEA	⁽³⁾	D	⁽³⁾ Conserver le dossier de chaque bénéficiaire jusqu'à l'apurement des comptes du CNASEA relatifs à l'exercice suivant celui au cours duquel l'indemnité a cessé d'être versée (date à laquelle le bénéficiaire ou, en cas de reversion au conjoint survivant, ce dernier bénéficie du régime de la retraite agricole et, au maximum, la 9 ^e année suivant l'attribution de l'indemnité).
Régime de la préretraite agricole Article 9 de la loi n° 91-1407 du 31 décembre 1991 et décret n° 92-187 du 27 février 1992. Le régime de la préretraite agricole se substitue aux régimes antérieurs.		CNASEA	10 ans ⁽⁴⁾	D	⁽⁴⁾ Les pièces justificatives des paiements effectués sont conservées au-delà de ce délai, si nécessaire, par la délégation régionale du CNASEA.
<i>Idem</i> : registre d'enregistrement des dossiers		-	10 ans à/c clôture	C	
Aides aux agriculteurs en difficulté : - plans de redressement	Non	Trésor public	15 ans à/c clôture du dossier ⁽¹⁾	T (1 dossier sur 10)	⁽¹⁾ Si la clôture du dossier intervient à l'occasion d'une cessation définitive d'activité, par attribution du régime de la préretraite agricole ou d'une aide à la réinsertion professionnelle, appliquer les règles relatives à la catégorie de dossiers correspondante.
- aide à la réinsertion professionnelle Le versement de cette aide est étalé sur 2 ans	Non	CNASEA	5 ans ⁽²⁾	T (1 dossier sur 10)	⁽²⁾ Les pièces justificatives des paiements effectués sont conservées au-delà de ce délai, si nécessaire, par la délégation régionale du CNASEA.
Aides régionales et locales en faveur de l'environnement	Oui	CNASEA	⁽³⁾	T ⁽⁴⁾	⁽³⁾ Jusqu'à l'apurement des comptes du CNASEA relatifs au cinquième exercice suivant celui au cours duquel l'aide a été attribuée (l'aide est accordée dans le cadre d'un contrat de 5 ans passé avec l'exploitant agricole). ⁽⁴⁾ Conserver un échantillon à déterminer en fonction des spécificités locales.
Opérations groupées d'aménagement foncier	Oui	CNASEA	⁽⁵⁾	T (1 dossier sur 10)	⁽⁵⁾ Jusqu'à l'apurement des comptes du CNASEA relatifs au cinquième exercice suivant celui au cours duquel l'aide a été attribuée (le versement de l'aide est étalé sur 5 ans).
Prime au boisement des terres agricoles La prime, annuelle, est attribuée pour une durée de 7 à 15 ans selon les essences plantées ; elle est subordonnée à un engagement du bénéficiaire d'entretenir le boisement pendant une durée de 15 ans au moins.	Oui	CNASEA	15 ans ⁽⁶⁾	C	⁽⁶⁾ Et au moins jusqu'à l'apurement des comptes du CNASEA relatifs à l'exercice suivant celui au cours duquel l'aide a cessé d'être versée.

Nature des dossiers	Fonds européens	Organisme payeur	D.U.A.	Sort final	OBSERVATIONS
2.3. Aides à l'installation et au démarrage					
Dotation d'installation aux jeunes agriculteurs La dotation est subordonnée à un engagement du bénéficiaire d'exercer pendant 10 ans la profession d'agriculteur.		CNASEA	10 ans ⁽¹⁾	T (1 dossier sur 10)	⁽¹⁾ Et au moins jusqu'à l'apurement des comptes du CNASEA relatifs à l'exercice suivant celui au titre duquel l'aide a été versée.
Aide spéciale aux jeunes agriculteurs Pour mémoire. Les dossiers sont normalement inclus dans ceux de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs, dont ils suivent le sort.		CNASEA	—	—	
Aide à la comptabilité de gestion		CNASEA	⁽²⁾	D	⁽²⁾ Jusqu'à l'apurement des comptes du CNASEA relatifs au cinquième exercice suivant celui au cours duquel l'aide a été attribuée (l'aide est accordée dans le cadre d'un contrat de 5 ans passé avec l'exploitant agricole).
Aide au démarrage des GAEC (groupements agricoles d'exploitation en commun)		CNASEA	⁽³⁾	D ⁽⁴⁾	⁽³⁾ Jusqu'à l'apurement des comptes du CNASEA relatifs à l'exercice suivant celui au titre duquel l'aide a été versée. ⁽⁴⁾ Documents faisant double emploi avec les dossiers de suivi administratif des GAEC ou des CUMA détenus par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.
Aide au démarrage des CUMA (coopératives d'utilisation de matériel agricole)		CNASEA	⁽³⁾	D ⁽⁴⁾	⁽³⁾ et ⁽⁴⁾ : Voir ci-dessus.
2.4. Aides aux investissements					
Plan d'amélioration matérielle (PAM), attribution de prêts spéciaux de modernisation Durée de réalisation du plan : entre 3 et 6 ans, sauf circonstances particulières.		Organismes bancaires	10 ans	D	
<i>Idem</i> : registre des bénéficiaires		-	40 ans à/c clôture	C	
Aides à la mise en conformité des bâtiments d'élevage. A partir de 1999 : PMPO (programme de maîtrise des pollutions agricoles)		Trésor public	4 ans	T ⁽¹⁾	⁽¹⁾ Conserver 1 dossier sur 10, de façon à constituer un échantillon représentatif en fonction de la taille des élevages (nombre d'unités de bétail) et de la nature de l'activité (élevage bovin, porcin...).
Autres travaux d'amélioration aux bâtiments d'élevage		Trésor public	4 ans	D	
2.5. Autres aides					
Aides aux groupements de producteurs		Offices nationaux interprofessionnels	10 ans ⁽¹⁾	T ⁽²⁾	⁽¹⁾ Au moins, à compter de la clôture de l'exercice (art. 215 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962) et, en tout état de cause, jusqu'à l'apurement des comptes de l'office relatifs à l'exercice suivant celui au titre duquel l'aide a été versée. ⁽²⁾ A déterminer localement, en fonction de la nature des productions agricoles du département.
Indemnisation des calamités agricoles					
Cf. supra, rubrique 1.5., le comité départemental d'expertise des calamités agricoles.		Trésor public	4 ans ⁽³⁾	D	⁽³⁾ A compter de la clôture de l'exercice (art. 16 du décret n° 69-366 du 11 avril 1969).
Prêts bonifiés		Organismes bancaires	5 ans	D	

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Circulaire n° 2000/033 du 8 septembre 2000 relative aux missions incombant aux architectes en chef des monuments historiques.

La ministre de la culture et de la communication
à

Mesdames et messieurs les préfets de région
(directions régionales des affaires culturelles)

Mesdames et messieurs les préfets de département
(services départementaux de l'architecture et du
patrimoine)

La qualité particulière reconnue à certains édifices par le classement au titre de la loi de 1913 implique le recours à une maîtrise d'œuvre spécialisée ; compétente dans le domaine de la restauration des monuments historiques, instaurée par le décret n° 80-911 du 20 novembre 1980 portant statut particulier du corps des architectes en chef des monuments historiques.

Toutefois, l'apparition de nouveaux textes juridiques relatifs à la maîtrise d'ouvrage publique (loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993) d'une part, et les évolutions constatées depuis une quinzaine d'années dans la nature du patrimoine protégé (patrimoine du XX^e siècle, patrimoine industriel, jardins...), la diversité des opérations menées dans les monuments historiques dans le cadre de leur réutilisation et de l'ouverture au public, ont pu entraîner des incertitudes dans le choix d'une maîtrise d'œuvre adéquate. La présente circulaire a pour objet d'y apporter les clarifications nécessaires et de préciser l'ensemble des missions dévolues aux architectes en chef des monuments historiques ainsi que leur mise en œuvre.

I - Une mission de conseil relevant de l'exercice de la puissance publique

Le corps des architectes en chef des monuments historiques bénéficie d'un statut particulier qui reconnaît à ses membres une qualité mixte d'agents de l'Etat et de professionnels libéraux.

Les architectes en chef des monuments historiques agissent en tant que fonctionnaires, en apportant leur concours au ministre chargé de la culture dans l'accomplissement de sa mission de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine architectural.

L'article 2 du décret du 20 novembre 1980, précise les missions dévolues aux architectes en chef des monuments historiques qui s'assimilent à des missions d'avis et de conseil pour les immeubles classés comme

inscrits : avis concernant le recensement des immeubles susceptibles de bénéficier d'une protection au titre de la loi de 1913 ; surveillance de l'état sanitaire des édifices et propositions de travaux : propositions pour la mise en valeur des monuments historiques ; avis, préalablement à la délivrance par le service des monuments historiques, de l'autorisation requise par la loi du 31 décembre 1913 sur les projets de travaux que les propriétaires ou affectataires se proposent de réaliser, et vérification de la conformité de ces travaux avec les projets autorisés.

Pour l'exercice de ces différentes missions, indépendantes de celles de la maîtrise d'œuvre, les architectes en chef des monuments historiques disposent d'une rémunération sur la base de vacations conformément à l'article 1^{er} du décret n° 87-312 du 5 mai 1987. Une enveloppe de 4.600 euros maximum, par architecte et par an, est actuellement prévue correspondant à 100 vacations de 46 euros chacune.

Il conviendrait, afin que les responsabilités des architectes en chef des monuments historiques, en particulier en matière de surveillance de l'état des édifices et de proposition de travaux nécessaires à leur bonne conservation puissent s'exercer dans des délais rapides et de la façon la plus souple possible, que les directions régionales des affaires culturelles délivrent l'ordre de service sollicitant l'avis de l'architecte en chef des monuments historiques simultanément à la transmission de la demande d'avis : dossier de CRPS, avis sur travaux, etc.

Dans le cas d'un signalement émanant de l'architecte en chef des monuments historiques, ce dernier transmettra à la direction régionale des affaires culturelles un courrier motivant la nécessité d'établir un rapport ou avis, sollicitant ainsi la délivrance d'un ordre de service, ouvrant droit au versement de vacations dans la limite du plafond indiqué ci-dessus.

Ce montant pourra être modulé en fonction de l'étendue de la circonscription de l'architecte en chef des monuments historiques et de l'importance du patrimoine protégé dont il a la responsabilité dans un délai de deux ans, sur la base des conclusions de l'analyse en cours menée par la sous-direction des monuments historiques, en liaison avec les directions régionales des affaires culturelles, les inspecteurs généraux des monuments historiques et la compagnie des architectes en chef des monuments historiques.

II - L'exercice de la maîtrise d'œuvre sur les monuments historiques classés

Indépendamment de leur fonction de conseiller du ministre chargé de la culture, le statut des architectes

en chef des monuments historiques prévoit l'existence d'un recours obligatoire à leur maîtrise d'œuvre pour les travaux de restauration portant sur un édifice classé, tant pour l'élaboration des projets que pour la direction de l'exécution des travaux.

L'article 3 du décret du 20 novembre 1980 affirme cette exclusivité de la maîtrise d'œuvre dès lors que les services du ministère de la culture exercent la maîtrise d'ouvrage des travaux ou qu'une aide financière est apportée par l'Etat aux propriétaires ou affectataires au titre de la loi de 1913. Cette exclusivité est assortie de l'obligation pour les architectes en chef des monuments historiques d'assurer avec le même soin, la maîtrise d'œuvre de la totalité des opérations quelle qu'en soit l'importance, sans possibilité de choix, contrairement à une pratique strictement libérale.

Dans la circonscription attribuée à l'architecte en chef des monuments historiques par l'administration de la culture, celui-ci doit donc exercer la surveillance générale des édifices et la maîtrise d'œuvre de l'ensemble des opérations de restauration qui répondent aux critères fixés à l'article 3. Le statut des architectes en chef des monuments historiques prévoit toutefois la possibilité pour un propriétaire privé ou public, autre que l'Etat ministère de la culture, de faire appel à un autre architecte en chef des monuments historiques. Le changement éventuel doit être préalablement autorisé par le ministre chargé de la culture.

Afin d'éviter les modifications trop importantes ou rapides des circonscriptions, et une dispersion des activités des architectes en chef des monuments historiques, je souhaite que les demandes adressées à l'administration soient motivées et se fondent sur des difficultés de fonctionnement réelles confirmées par le directeur régional des affaires culturelles et l'inspecteur général architecte territorialement compétent ou sur des raisons d'expériences particulières pour un type de monuments ou d'interventions.

Le recours obligatoire prévu par le décret portant statut particulier du corps des architectes en chef des monuments historiques doit s'entendre de manière générale dès lors que le classement est intervenu.

Il englobe donc l'ensemble du patrimoine classé, quelle que soit sa nature et implique le recours à la maîtrise d'œuvre des architectes en chef des monuments historiques pour le patrimoine archéologique comme pour des éléments plus récemment pris en compte dans la politique de conservation du ministère, comme le patrimoine du XX^e siècle, le patrimoine industriel ou les jardins.

Dans le cadre des études préalables comme de la mission de maîtrise d'œuvre, l'architecte en chef des

monuments historiques peut s'entourer de spécialistes s'il estime que la complexité de l'opération l'exige et s'il ne dispose pas des compétences nécessaires en interne, parmi le personnel de son agence. Le maître d'ouvrage peut, par ailleurs, demander l'intervention de ces spécialistes, si l'architecte en chef des monuments historiques ne les a pas sollicités, conformément à l'article 8 du décret n° 87-312 du 5 mai 1987.

Pour ce qui concerne les opérations lourdes, le recours à des spécialistes du type bureau d'études est souvent indispensable, tant pour les études de maîtrise d'œuvre que pour les études préalables, lesquelles peuvent comprendre une part importante de conception exprimées au niveau d'un avant-projet.

Dans ce cas, il est recommandé que l'intervention de ces spécialistes se fasse dans le cadre d'un contrat ou marché unique, en cotraitance avec l'architecte en chef, mandataire unique. La sélection de ces spécialistes devra respecter le principe de mise en concurrence, conformément aux procédures du code des marchés publics. L'architecte en chef mandataire sera impérativement associé au choix de ces spécialistes, mais sans être membre, avec voix délibérative de la commission d'appel d'offres.

Les travaux de restauration dont la maîtrise d'œuvre est confiée aux architectes en chef des monuments historiques sont précédés d'une phase initiale d'étude préalable développée dans la circulaire du 5 août 1985. A cet effet, il est recommandé de conclure des marchés d'études dans lesquels seront précisés l'échéancier des règlements, avec prévisions d'acomptes, à la commande et en cours d'étude, facilitant la gestion financière des agences. Les modalités et le calendrier de rémunération de l'architecte en chef des monuments historiques pour cette phase d'étude varient d'une direction régionale des affaires culturelles à l'autre, et doivent être harmonisés.

Si une souplesse doit bien évidemment être laissée au maître d'ouvrage, tenant compte de la complexité de l'étude et de son coût, il est nécessaire en revanche d'uniformiser les retenues faites avant approbation de ces études, sur l'avis des inspecteurs généraux des monuments historiques.

Je vous invite donc à bien vouloir fixer cette retenue avant approbation à 10 % maximum du montant de la rémunération de l'étude préalable.

Pour ce qui concerne le marché de maîtrise d'œuvre à proprement parler, il est envisagé, à l'article 4 de l'arrêté du 5 juin 1987, un paiement séparé, au sein du projet de dossier de consultation des entreprises, du seul projet architectural et technique, à hauteur de 35 % du montant de rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre. Cette rémunération partielle doit être

accordée aux architectes en chef des monuments historiques qui le demandent, s'agissant d'un élément de mission identifié en tant que tel.

J'attire également votre attention sur l'importance que représente pour la connaissance des édifices, le dossier documentaire et des ouvrages exécutés dont la fourniture est prévue dans la mission de maîtrise d'œuvre. Il vous appartient, si les entreprises tardent à remettre leurs décomptes et par voie de conséquence si les architectes en chef rendent le DDOE dans des délais manifestement exagérés de faire jouer les pénalités de retard prévues dans ce cas. En cas de remise tardive des DDOE du fait du retard des décomptes d'entreprises, le délai à prendre en compte part de la notification des décomptes généraux.

III - Les opérations mixtes sur les monuments historiques et le champ d'application dévolu à la loi MOP

Si la restauration au sens strict représente la majorité des travaux effectués sur les monuments historiques classés, on observe depuis plusieurs années une augmentation des opérations mêlant restauration et réhabilitation, l'aménagement ou la création, justifiée par l'attachement du ministère de la culture à la réutilisation des édifices et à l'amélioration des conditions d'accueil du public.

Le recours à une maîtrise d'œuvre adéquate doit dès lors être analysé au regard du décret du 20 novembre 1980 mais aussi de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Cependant, si la loi «MOP» est postérieure au décret de 1980, et d'une valeur juridique supérieure, elle n'a pas pour objet de traiter des travaux relatifs aux édifices protégés au titre de la loi du 31 décembre 1913, l'article 20 de la loi de 1985 exclut expressément de son champ d'application «les opérations de restauration des édifices protégés». Une certaine ambiguïté demeure toutefois dans la mise en œuvre de ces textes qui se réfèrent l'un aux «travaux sur les immeubles classés» (décret de 1980), l'autre aux «opérations de restauration des édifices protégés».

Cette ambiguïté sémantique ne doit toutefois pas entraîner la négociation de marchés de maîtrise d'œuvre différents selon les régions pour des opérations similaires.

La maîtrise d'ouvrage se trouve en réalité, confrontée à des opérations qui peuvent concerner différents types d'interventions.

Opérations mixtes classé/inscrit, en restauration

Ici, lorsque les travaux à effectuer sont par leur nature même indivisibles, et atteignent la partie classée de façon non accessoire, les raisons qui commandent l'existence du monopole commandent l'extension de la mission de l'architecte en chef des monuments historiques à l'ensemble de l'opération, au nom de la nécessaire unité de conception.

Opérations mixtes restauration/aménagement

Les cas, qui peuvent se présenter au maître d'ouvrage et qui relèvent de son appréciation sont les suivants :

1) Cas d'opérations incluant des aspects de réutilisation, dans lesquelles la part de travaux neufs est soit minoritaire, soit liée à la substance du monument de manière indissociable. Dans ce cas, l'inclusion de ces travaux dans la mission de l'architecte en chef des monuments historiques s'impose en application de la règle de prééminence du principal sur l'accessoire.

2) Cas d'opérations dont l'objet est la réutilisation du monument, dans lesquelles les travaux neufs sont majoritaires, mais dont l'impact sur le monument, dans sa substance ou dans sa logique n'est pas négligeable. Dans ce cas, une mission pourra être confiée à l'architecte en chef des monuments historiques, afin de définir la nécessaire dialectique entre le programme et les exigences liées à la conservation du monument. Cette mission, à engager dès la phase de programmation, formera le cadre de la consultation des maîtres d'œuvre et pourra se poursuivre jusqu'à la définition de l'avant-projet.

Elle pourra, suivant les cas, se traduire sous la forme d'une mission d'assistance au maître d'ouvrage, ou d'un marché en co-traitance avec le maître d'œuvre de la réutilisation, si le mode de désignation de ce dernier le permet (cas d'une simple consultation sans concours) ; une grande souplesse doit être maintenue en la matière, en raison de l'extrême diversité des situations.

Si les travaux confiés à un maître d'œuvre privé n'ont qu'une incidence accessoire sur le monument historique classé, ou la partie classée de l'édifice, les deux maîtres d'œuvre se verront attribuer deux marchés séparés, sur la base du décret de 1980 et de la loi MOP.

3) Cas d'une opération de création ou d'aménagement contemporain, lié à l'accueil ou la muséographie par exemple et sans lien direct avec la substance du monument historique. Dans ce cas, la maîtrise d'œuvre est régie par la loi de 1985.

Des architectes en chef des monuments historiques pourront dans les cas 2 et 3 participer à l'appel de candidature, à l'exclusion de l'architecte en chef des monuments historiques territorialement compétent.

IV - La maîtrise d'œuvre sur les monuments historiques classés appartenant à d'autres administrations que la culture et les édifices inscrits

Les avis et recommandations émis par les architectes en chef des monuments historiques au titre de leur mission de conseil s'étendent au patrimoine inscrit leur conférant ainsi une vision générale des édifices protégés dans la circonscription dont ils ont la charge. En revanche, l'exclusivité de la maîtrise d'œuvre ne concerne que les monuments classés.

S'il existe donc une liberté de choix des architectes pour la restauration des édifices inscrits, j'attire toutefois votre attention sur l'intérêt d'avoir recours à un maître d'œuvre compétent afin d'assurer aux édifices inscrits une qualité de prestation conforme à leur protection au titre de la loi de 1913.

Cette exigence de qualité des travaux conduits sur les monuments historiques doit s'appliquer de façon stricte. L'Etat se doit en effet de montrer l'exemple dans les restaurations dont il assume la responsabilité sur les monuments dont il est affectataire. Il est donc vivement souhaitable que les travaux de stricte restauration effectués sur les édifices classés bénéficient de la maîtrise d'œuvre des architectes en chef, quelle que soit l'administration d'Etat affectataire, dès lors que les travaux entrent dans le cadre d'une instruction au titre de la loi de 1913 dans le respect du code des marchés publics. Une réflexion est actuellement conduite sur cette question afin de préparer prochainement la mise en place d'un système cohérent.

Vous veillerez par ailleurs à recueillir l'avis de l'architecte en chef requis au titre de l'article 2 du décret du 20 novembre 1980, avant délivrance de l'autorisation de travaux pour les projets de travaux envisagés par les propriétaires ou affectataires d'immeubles classés qui ne disposent pas d'un financement du ministère de la culture.

V - Difficultés d'interprétation ou d'application

Vous voudrez bien veiller à l'application rigoureuse des mesures envisagées dans la présente circulaire et rendre compte des difficultés éventuelles rencontrées au directeur de l'architecture et du patrimoine.

Celui-ci mettra en place, au sein de la sous-direction des monuments historiques, un groupe de travail chargé

de la résolution des situations que vous pourrez juger incertaines au regard des orientations fixées par la circulaire.

Les personnes désignées à cet effet pourront notamment examiner les opérations mixtes mêlant création et restauration dès lors que les implications à titre principal ou accessoire sur les monuments historiques classés ne sont pas clairement définies ainsi que les questions techniques et juridiques concernant les missions de maîtrise d'œuvre et les modes de passation des marchés.

Cette circulaire est susceptible d'amender les textes suivants :

- la circulaire N° 63150 du 5 août 1985 relative à l'organisation des études et des travaux sur les monuments historiques classés,
- la directive sur la programmation, l'organisation et la conduite des études afférentes aux opérations de travaux sur les monuments historiques,
 - Annexe I : Elaboration des études préalables
 - Annexe II : Etablissement des projets de conception
 - Annexe III : Modalités de rémunération des études préalables,
- la circulaire N° 3355 du 27 juillet 1995 précisant celle du 5 août 1985.

Le directeur de l'architecture et du patrimoine
François Barré

Circulaire n° 2000/035 du 13 octobre 2000 relative à l'attribution des crédits de «prospections-inventaires» et crédits d'intervention pour les conséquences des tempêtes des 26 et 27 décembre 1999.

La ministre de la culture et de la communication
à

Madame et messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires culturelles - à l'attention des services régionaux de l'archéologie)

Les nouvelles modalités de mise en place des crédits de fouilles urgentes («FU»), avec comme conséquence la non-prise en charge de crédits spécifiques aux prospections-inventaires sur le chapitre 66-98, ont conduit à différer cette répartition.

Vous trouverez ci-joint la répartition des crédits de prospections-inventaires pour chaque région.

Ces crédits seront gérés comme auparavant par l'association pour les fouilles archéologiques nationales (A.F.A.N.) dans le cadre de la convention-cadre de

1992 et de l'avenant n° 3 du 27 octobre 1999 pour la réalisation de la carte archéologique.

A cet égard, la circulaire n° 903 du 21 juin 1999 reste entièrement applicable. En particulier il ne sera pas consenti d'avances par l'A.F.A.N., du fait de ses règles comptables associatives, à des bénévoles ou autres personnels qui n'auraient pas justifié les avances des années précédentes.

Aux dotations de «prospections-inventaires» s'ajoutent pour les régions les plus touchées des crédits supplémentaires pour les opérations liées aux dégâts des tempêtes, crédits qui viennent de vous être notifiés.

La répartition des crédits a été effectuée à partir de l'enquête sur les dégâts effectuée par la sous-direction de l'archéologie en début d'année. Il est possible que les évaluations les plus récentes montrent des situations correspondant à des réalités différentes.

Pour ce qui concerne des sites archéologiques bénéficiant d'une protection au titre des monuments historiques (classement monuments historiques ou inscriptions sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques), il convient d'entrer en contact avec le conservateur régional des monuments historiques concerné qui a été destinataire des crédits «tempêtes» au titre des monuments historiques.

Dans ce cas les dotations seront réajustés en plus ou en moins en fonction des besoins et des consommations. Elles ne peuvent donc être

considérées comme définitives. Les sommes non engagées en fin d'année seront reportées sur d'autres régions déficitaires. Ces opérations peuvent se dérouler dans le cadre de la carte archéologique et des prospections-inventaires.

Une partie de la dotation «tempêtes» est par ailleurs déconcentrée en fonction de demandes particulières justifiées des régions dans le cas où les sommes demandées dépasseraient les dotations présentement accordées sur la subvention de l'A.F.A.N.

Ces crédits ne sont pas attribués par subvention à l'A.F.A.N. et seront déconcentrés selon les procédures normales : il convient donc de pouvoir les utiliser pour des opérations subventionnables avec des crédits 66-20 catégorie 2 (subvention à une collectivité en particulier). A défaut ces crédits resteraient sans emploi et seront rapatriés en centrale.

Vous voudrez bien me faire parvenir d'urgence les demandes concernant cette dernière catégorie.

Pour les autres dotations, les antennes de l'A.F.A.N. seront vos interlocuteurs comme pour la carte archéologique.

Je vous invite à me faire part des difficultés que vous pourriez éprouver pour l'application de cette circulaire dans votre région.

Pour la ministre et par délégation,
le sous-directeur de l'archéologie,
Patrick Monod

(Annexes pages suivantes)

ANNEXES

Programmation 2000
Carte archéologique - chap. 66-20
versé à l'A.F.A.N.

REGION	2000 prospections-inventaires (carte archéologique)	2000 tempêtes (crédits prévisionnels)	TOTAL par région (tous crédits en KF)
Alsace	40	50	90
Aquitaine	50	100	150
Auvergne	40	50	90
Bourgogne	100	25	125
Bretagne	85	0	85
Centre	140	25	165
Champagne-Ardenne	70	100	170
Corse	35	0	35
Franche Comté	60	25	85
Ile-de-France	90	50	140
Languedoc-Roussillon	140	0	140
Limousin	40	100	140
Lorraine	115	100	215
Midi-Pyrénées	140	0	140
Basse-Normandie	30	50	80
Haute-Normandie	45	50	95
Nord-Pas-de-Calais	80	0	80
Pays de Loire	115	50	165
Picardie	65	0	65
Poitou-Charentes	75	50	125
PACA	125	0	125
Rhône-Alpes	90	0	90
Patriarche			0
CNAU			0
D.R.A.S.S.M.			0
Total	1770	825	2595
Martinique	30	0	0
Guadeloupe	30	0	0
Guyane	30	0	0
Total en KF	90	0	
Total général colonnes	1860	825	
Total général	tempête et PI		2685

REGION :

PROSPECTION INVENTAIRE, PROSPECTION AERIENNE

Mise en place des crédits

NOM	Prénom	Organisme de rattachement	(1) Type d'opération	Montant de l'avance

(1) Préciser prospection terrestre, inventaire, aérienne etc.

Circulaire n° 2000/037 du 30 octobre 2000 relative à la procédure de protection au titre des monuments historiques. Complément à ma circulaire du 4 mai 1999 sur les conditions d'application du décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux.

La ministre de la culture et de la communication
à

Madame et messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires culturelles pour attribution)

Mesdames et messieurs les préfets de département (services départementaux de l'architecture et du patrimoine pour information)

Je viens de soumettre à l'avis du Conseil d'Etat (section de l'intérieur) deux projets de décret de classement d'office d'immeubles parmi les monuments historiques portant l'un sur la chapelle du château de Cruzille à Chatenoy-le-Royal (Saône-et-Loire), l'autre sur la chapelle Saint-Nicolas d'Harambels à Ostabat-Asme (Pyrénées-Atlantiques). Il s'agissait des premiers projets de décrets de classement d'office proposés depuis le décret n° 99-78 du 5 février 1999, mis en vigueur le 1^{er} mai 1999, et qui institue la commission régionale du patrimoine et des sites en application de la loi n° 97-179 du 28 février 1997. A cette occasion, j'ai demandé à la section de l'intérieur de se prononcer sur deux questions de procédure nécessitant une interprétation, sur lesquelles mes services s'interrogeaient et qui n'avaient pu recevoir une réponse définitive dans la circulaire du 4 mai 1999 susvisée.

1) validité après le 1^{er} mai 1999 des avis de COREPHAE rendus lors des séances tenues avant cette date :

A la date de mise en vigueur du décret n° 99-78 du 5 février 1999, les commissions régionales du patrimoine et des sites se sont substituées à la fois aux commissions régionales du patrimoine historique, archéologique et ethnologique et aux collèges régionaux du patrimoine et des sites.

Les services de la direction de l'architecture et du patrimoine se sont alors demandés si certaines des nouvelles mesures d'inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques prises par le préfet ou de classement prise par la ministre pouvaient être fondées sur des avis de COREPHAE rendus lors de séances tenues avant cette date. La question se posait d'autant plus que la constitution dans chaque région des commissions régionales du

patrimoine et des sites s'est échelonnée jusqu'au début de cette année.

Je vous avais ainsi recommandé dans la circulaire du 4 mai 1999 de faire confirmer par la CRPS au cours de l'une de ses premières séances l'avis rendu par la COREPHAE avant le 1^{er} mai 1999.

La section de l'intérieur était donc consultée sur la validité des avis de COREPHAE rendus avant le 1^{er} mai 1999 pour fonder des décisions de protection au titre des monuments historiques qui seraient prises après cette date : ainsi, dans le cas où la COREPHAE se serait prononcée, est-il ou non indispensable de faire réexaminer le dossier par la CRPS ?

2) nécessité ou non de consulter la CRPS, préalablement à la CSMH, sur une proposition de classement d'un édifice inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques avant le 1^{er} mai 1999 :

Avant 1984, l'ensemble des décisions de protection au titre des monuments historiques (inscriptions et classements) étaient prises au niveau ministériel après avis de la CSMH. Depuis le décret n° 84-1006 du 15 novembre 1984 modifiant le décret du 18 mars 1924, les décisions d'inscriptions sont prises par le préfet de région après avis de la COREPHAE et les décisions de classement par le ministre, après avis successifs de la COREPHAE et de la CSMH. Le 1^{er} mai 1999, la CRPS a remplacé la COREPHAE.

La section de l'intérieur était aussi consultée sur la nécessité ou non de saisir la CRPS, préalablement à la CSMH, sur la proposition de classement d'un édifice inscrit à l'inventaire supplémentaire avant le 1^{er} mai 1999 puisqu'avant cette date l'inscription a déjà été précédée de la consultation d'une commission et prise, soit avant le 15 novembre 1984 sur le fondement d'un avis de CSMH, soit entre le 15 novembre 1984 et le 1^{er} mai 1999 sur le fondement d'un avis de COREPHAE.

Au cours de sa séance du 4 octobre, lors de laquelle elle a examiné les deux projets de décret de classement d'office, la section de l'intérieur a estimé que, conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat, et en l'absence de dispositions transitoires, lorsqu'un texte et en l'occurrence le décret n° 99-78 du 5 février 1999 crée l'obligation de consultation d'une nouvelle commission, la formalité doit être respectée dès la mise en vigueur de ce texte. Toute consultation effectuée antérieurement est considérée comme caduque et donc toute procédure qui serait fondée sur celle-ci est également caduque.

En conséquence, toutes les propositions de protection d'immeubles au titre des monuments historiques (inscriptions et classements) doivent être soumises à la CRPS. S'agissant des propositions de classement, toutes doivent être soumises à la CRPS préalablement à la CSMH. Aucune proposition de protection d'immeuble ne peut plus être fondée sur un avis de COREPHAE. Dans toute mesure de protection prise par le préfet de région (arrêté d'inscription), par la ministre de la culture et de la communication (arrêté de classement) ou par le premier ministre (décret de classement), doivent notamment figurer les visas relatifs à la loi n° 97-179 du 28 février 1997, au décret n° 99-78 du 5 février 1999 et à l'avis rendu par la CRPS.

Je vous prie de bien vouloir veiller strictement au respect de ces dispositions.

Pour la ministre et par délégation
la directrice de l'architecture et du patrimoine
Wanda Diebolt

DIRECTION DES MUSEES DE FRANCE

Circulaire n° 2000/036 du 23 octobre 2000 relative au projet de création de fonds régionaux d'aide à la restauration (F.R.A.R.) d'œuvres des collections des musées classés et contrôlés.

La ministre de la culture
à

Mesdames et messieurs les préfets de région

En 1982 l'Etat et les régions ont mis en place les fonds régionaux aux acquisitions des musées (F.R.A.M.) qui, en fonction des particularités de chaque région, ont permis d'acquérir des œuvres essentielles pour de nombreux musées.

Le ministère de la culture propose aux régions de compléter le dispositif des F.R.A.M. par un volet F.R.A.R., destiné à aider les collectivités dans la conservation et la restauration de leur patrimoine muséographique.

Objectifs recherchés

Le principe du F.R.A.R. est d'inciter les collectivités et les personnes morales de droit privé propriétaires de musées à assurer en priorité la conservation préventive de ce patrimoine et sa restauration.

Comme pour les acquisitions, il est proposé au conseil régional de votre région d'apporter une contribution

égale à celle de l'Etat, conjointement avec lui.

Si la région le souhaite, cette coopération pourra faire l'objet d'une convention particulière, notamment pour ce qui concerne l'information du public et la valorisation des actions engagées.

Organisation proposée

L'examen des demandes de subventions et leur attribution seront confiés soit à un comité de même nature que celui du F.R.A.M., soit au comité du F.R.A.M. lui-même ou à une section de celui-ci, tel qu'il est défini dans la circulaire de juillet 1984, et comprenant :

- le préfet de la région (ou son représentant) ;
- le directeur régional des affaires culturelles ;
- le conseiller régional pour les musées ;
- le chef du service de l'inspection générale des musées à la direction des musées de France (ou son représentant) ;
- le président du conseil régional (ou son représentant) ;
- des conseillers régionaux ;
- des conservateurs de musées classés et contrôlés de la région ;
- éventuellement, des personnalités compétentes désignées par le préfet de la région.

Seuls seront éligibles les projets d'opération de conservation préventive ou de restauration qui auront été soumis, au préalable, au contrôle technique de l'Etat et auront reçu à ce titre un avis favorable, dans le cadre de la nouvelle procédure d'instruction des dossiers liée à la déconcentration des crédits correspondants.

Le comité se réunira une fois par an, ou en tant que de besoin. La direction régionale des affaires culturelles en assurera le secrétariat.

Fonctionnement

L'initiative de la demande de subvention sera prise par la collectivité ou la personne morale de droit privé dont dépend le musée concerné ; son conservateur sera rapporteur du dossier devant le comité.

Le comité fixera le taux de sa subvention et la collectivité ou la personne morale de droit privé bénéficiaire de la subvention devra apporter sa participation financière à l'opération envisagée.

Les dossiers d'engagement des subventions seront soumis à la procédure de l'avis préalable du contrôleur financier local.

Le mandatement aux collectivités ou aux personnes morales de droit privé des subventions accordées sera effectué par le préfet de la région en ce qui concerne la part de l'Etat.

Je vous invite donc à proposer aux autorités régionales la mise en place de ce nouveau cadre de collaboration avec l'Etat et d'en arrêter avec elles les modalités.

Bien évidemment, en l'absence ou dans l'attente d'une réponse positive, la procédure déconcentrée simple sera maintenue dans les régions où elle est déjà intervenue, ou instaurée à partir de 2001 pour les autres régions.

La présente circulaire complète la circulaire de juillet 1984 relative aux F.R.A.M.

Pour la ministre de la culture et de la communication
et par délégation,
le directeur des musées de France,
Françoise Cachin

DIRECTION DE LA MUSIQUE, DE LA DANSE, DU THEATRE ET DES SPECTACLES

Circulaire n° 2000/034 du 27 septembre 2000 relative aux centres de formation des enseignants de la musique et de la danse et aux centres de formation des musiciens intervenants.

Le directeur de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles

à

Madame et messieurs les préfets de région (à l'attention de mesdames et messieurs les directeurs régionaux des affaires culturelles)

Les centres de formation des enseignants de la musique et de la danse (CEFEDM), créés à l'initiative du ministère de la culture et de la communication et les centres de formation des musiciens intervenants (CFMI) - conjointement avec le ministère de l'éducation nationale, sont financés très majoritairement sur crédits d'Etat. Ils constituent un réseau national d'institutions de formation d'enseignants en musique et en danse intervenant dans les établissements d'enseignement spécialisé CEFEDM - ou dans les établissements d'enseignement général - CFMI. Les 9 CEFEDM (auxquels il faut ajouter deux centres en préfiguration) et les 9 CFMI ont un rayonnement interrégional.

La création des CEFEDM qui forment les candidats au diplôme d'Etat de professeur de musique et au diplôme d'Etat de professeur de danse, délivré par le ministère de la culture et de la communication, répond à plusieurs objectifs : assurer la qualité et l'homogénéité de l'enseignement dans les écoles de musique et de danse par la formation initiale et continue ; offrir aux candidats au diplôme d'Etat et aux concours de la fonction publique territoriale, une formation au métier d'enseignant de la musique et de la danse ; améliorer la qualité des recrutements et ouvrir largement le champ des disciplines.

Les CFMI qui forment les candidats au diplôme de musicien intervenant DUMI ont été créés, en partenariat avec le ministère de l'éducation nationale, au sein des universités. Ils forment à la pédagogie les musiciens intervenants en milieu scolaire et constituent un des instruments majeurs du développement de la musique à l'école.

La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités de suivi du réseau des CEFEDM et des CFMI par le ministère de la culture et de la communication à la suite de la déconcentration des crédits qui leur sont affectés, à compter de l'exercice 2000.

S'agissant d'un réseau national qui a vocation à couvrir à moyen terme l'ensemble du territoire et qui conduit à la délivrance de diplômes nationaux ouvrant l'accès aux concours de la fonction publique territoriale, il apparaît nécessaire de définir les modalités de collaboration entre les services centraux et déconcentrés et leur mode d'intervention auprès des CEFEDM et des CFMI.

Il convient d'assurer avec efficacité le nécessaire contrôle par les services de l'Etat de ces centres de formation qui travaillent localement de façon étroite avec les institutions musicales et chorégraphiques comme avec les établissements d'enseignement. Il est en outre nécessaire d'articuler le travail de pilotage effectué localement par les DRAC et l'unité du réseau dont la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles est la garante.

1. Le cadre juridique existant

La direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles assure le contrôle pédagogique de ces centres. A ce titre, le service de l'inspection et de l'évaluation veille à la cohérence des programmes et à l'harmonisation des cursus de formation entre les centres avec les services administratifs compétents. Il participe, avec les représentants du ministère de l'éducation nationale pour les CFMI, à l'évaluation des

résultats des étudiants. Il précise également chaque année les orientations de formations, énoncées en termes de plans de formation, et participe aux jurys de fin d'études afin de garantir le niveau de qualification des candidats, conformément aux textes réglementaires en vigueur.

1.1. CEFEDM

Le décret n° 92 - 835 du 27 août 1992 et l'arrêté du 16 décembre 1992 modifié définissent les conditions d'accès et l'organisation des études, ainsi que les contenus de la formation dispensée au sein des établissements habilités à délivrer le diplôme d'Etat de professeur de musique et de danse. Ils soumettent ces centres à un contrôle pédagogique, administratif et financier. Ce cadre juridique concerne les CEFEDM, les centres d'études supérieures de musique et de danse de Poitiers et de Toulouse (CESMD). Indépendamment de la formation au diplôme d'Etat, ces deux derniers centres dispensent une formation supérieure musicale.

En outre l'université de Metz, dans le cadre d'une convention avec le ministère de la culture et de la communication, délivre un diplôme universitaire de pédagogie musicale (DUPM). L'obtention du DUPM conjointement avec une médaille d'or diplôme d'études musicales (DEM) permet l'attribution du diplôme d'Etat.

1.2 CFMI

Le fonctionnement des centres de formation des musiciens intervenant à l'école élémentaire et préélémentaire est cadré par le protocole conjoint du ministère de l'éducation nationale et du ministère de la culture du 29 avril 1983 et par la circulaire du 25 juin 1984.

Implantés auprès des universités et disposant d'une autonomie pédagogique, ces centres reçoivent du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et du ministère de la culture et de la communication les moyens nécessaires pour assurer leur fonctionnement. Les participations conjointes sont définies par voie de convention : la mise à disposition de locaux, la mise en place de postes d'enseignants et l'attribution d'heures de cours est assurée par le ministère de l'éducation nationale. Le ministère de la culture et de la communication soutient financièrement les programmes de formation par l'attribution de subventions directes. La désignation des personnels enseignants permanents doit faire l'objet d'un agrément conjoint.

En partenariat avec la direction de l'enseignement supérieur au ministère de l'éducation nationale et avec

les universités, et en lien avec la délégation au développement et à l'action territoriale, chargée de la coordination entre le ministère de la culture et le ministère de l'éducation nationale, la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles et les DRAC déterminent les moyens nécessaires au bon déroulement pédagogique et matériel de la formation dispensée au sein de ces établissements en tenant compte des contraintes budgétaires nationales et des orientations énoncées en termes de plans de formation.

2. Une représentation institutionnelle assurée par les DRAC

Les CEFEDM fonctionnent très majoritairement sur des crédits d'Etat, la plupart du temps abondés par les collectivités territoriales - régions, et plus rarement départements et communes. Ils ont pour la plupart le statut d'associations de droit privé. Un statut, plus conforme à leur mission d'établissements de formation publics, qui préserve leur nécessaire autonomie administrative et financière et permette la collaboration institutionnelle de l'Etat et des collectivités territoriales, devra être rapidement mis en place. L'exigence d'un contrôle étroit de l'administration sur l'utilisation de ces crédits comme la mise en œuvre des politiques de formation définies en commun conduisent - conformément à la circulaire n° 019523 du 30 janvier 1996 - à la nécessité d'assurer une présence des représentants des services au conseil d'administration ou à l'organe qui en tient lieu - à l'exclusion de toute responsabilité exécutive ou participation au bureau - des structures gestionnaires. La déconcentration des crédits conduit logiquement à ce que cette présence régulière soit assurée par le directeur régional des affaires culturelles, ou son représentant.

La possibilité d'une présence de la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles aux réunions statutaires doit cependant rester ouverte.

Les universités assurent le contrôle de la gestion des CFMI par leurs propres services administratifs et financier.

La sous direction de la formation professionnelle et le service de l'inspection et de l'évaluation sont présentes, aux côtés du représentant de la DRAC, au conseil pédagogique des CEFEDM et au conseil d'orientation des CFMI.

3. Une information réciproque, garante d'une cohérence nationale du réseau de formation

La direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles - bureau de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle - et les directeurs régionaux des affaires culturelles concernés seront

systématiquement destinataires des comptes rendus des réunions statutaires établis ou retransmis par le directeur régional des affaires culturelles, ou son représentant, qui y participe.

Une synthèse des informations collectées par les DRAC sera effectuée par la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles qui élaborera un tableau de bord permettant d'établir une comparaison des différentes structures en termes de moyens en matériel et personnels (encadrement administratif et pédagogique), de formations proposées, d'étudiants formés, de résultats obtenus, d'actions d'insertion, de relations avec les institutions de création et de diffusion.

Cette information, qui fera l'objet d'une diffusion sous forme de bilans aux DRAC, pourra permettre une adéquation optimale des moyens dans le cadre de la procédure budgétaire annuelle et contribuer à la définition d'ajustements nécessaires en termes d'équilibre de l'offre de formation, sur le territoire national.

4. Une concertation rationalisée

Les services de la direction régionale des affaires culturelles organisent au moins une fois par an une réunion spécifique avec les responsables du CEFEDM et du CFMI de leur circonscription. Axée sur le projet d'établissement, elle permet de faire le point sur les projets envisagés et le bilan des actions effectuées au regard des objectifs nationaux, en cohérence avec l'ensemble des politiques concernant les intervenants artistiques et culturels. Sont associés à cette réunion les services de la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles (bureau de la formation professionnelle et service de l'inspection et de l'évaluation) et, pour les CFMI, ceux de la délégation au développement et à l'action territoriale.

Le service de l'inspection et de l'évaluation organise au moins une fois par an, une réunion avec l'ensemble des responsables des CEFEDM et des CFMI - ces réunions peuvent être communes. Elle porte sur les contenus pédagogiques et scientifiques des formations. Les questions d'intérêt commun sont également abordées au cours de ces rencontres. Sont associés à cette réunion, le bureau de la formation professionnelle et les directions régionales des affaires culturelles.

5. Un cadre juridique pour les relations entre l'Etat et les centres.

Les conventions d'objectifs pluriannuelles Etat-CEFEDM et Etat-CFMI doivent être

systématisées. Ces conventions définissent les objectifs assignés aux centres, précisent les moyens mis en œuvre par chacun des partenaires pour les atteindre, l'échéancier de leur programmation en fonction des perspectives retenues ainsi que les modalités d'évaluation. Une annexe financière annuelle est jointe à la convention. Les projets de convention sont soumis pour avis aux services de la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles.

Une convention type sera élaborée et servira de modèle aux conventions négociées par chaque centre. Pour les CFMI, les responsabilités des partenaires concernés sont définies, conformément aux dispositions du protocole d'accord du 29 avril 1983 et de la circulaire 84-220 du 25 juin 1984.

La directrice de la musique, de la danse,
du théâtre et des spectacles
Sylvie Hubac

DELEGATION AUX ARTS PLASTIQUES

Arrêté du 2 octobre 2000 portant composition de la commission nationale des travaux de décoration des édifices publics siégeant auprès de la ministre de la culture.

La ministre de la culture et de la communication

Vu l'arrêté du 10 mai 1981, portant création d'une commission nationale des travaux de décoration des édifices publics siégeant auprès de la ministre de la culture,

Vu les avis des organismes professionnels,

Sur la proposition du délégué aux arts plastiques,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont désignées pour une durée de trois ans, à compter du 15 octobre 2000 en qualité de membres de la commission nationale des travaux de décoration des édifices publics siégeant auprès du ministre de la culture et de la communication, sur proposition de leurs organisations et groupements professionnels, les personnalités suivantes :

Peintres :

- titulaire : Mme Dubreuil Eugénie

- suppléant : M. Valette Jean-Pierre

Sculpteurs :

- titulaire : Mme Lee Caroline

- suppléant : Lartigue Guy

Architectes-paysagistes :

- titulaire : Mme Garnier Frédérique
- suppléant : M. Richert Alain

Critiques d'art :

- titulaire : M. Royoux Jean-Claude
- suppléant : M. Mollet-Vieville Ghislain

Artisans d'art :

- titulaire : M. Dubos Jean
- suppléant : Mme Haligon Agnès

Art. 2. - Sont désignés, pour une durée identique à celle mentionnée à l'article 1, pour représenter les collectivités locales :

- titulaire : M. Hugot Jean-Paul
- suppléant : M. Passi Martial

Art. 3. - Sont désignés, en qualité de personnalités qualifiées pour une durée identique à celle mentionnée à l'article 1, les membres suivants :

- titulaires : Mme Decq Odile , M. Lyon Dominique
- suppléants: M. Michelin Nicolas, M. Moussafir Jacques

Art. 4. - Le délégué aux arts plastiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin officiel du ministère de la culture et de la communication.

Le délégué aux arts plastiques
Guy Amsellem

CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES-POMPIDOU

Décision n° 381 du 11 octobre 2000 portant nomination du directeur de la production.

Le président du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,
Vu le décret 86-83 du 17 janvier 1986 modifié par le décret 88-585 du 6 mai 1988 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat,
Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 portant statut et organisation du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu les dispositions statutaires applicables aux agents contractuels du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu le contrat de travail n° 2480 de monsieur François Belfort,

Décide :

Article unique

Monsieur François Belfort est affecté à la direction de la production en qualité de directeur pour exercer les fonctions de directeur de la production à compter du 1^{er} septembre 2000.

Le président du centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Jean-Jacques Aillagon

Décision n° 382 du 11 octobre 2000 portant nomination du directeur juridique et financier.

Le président du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,
Vu le décret 86-83 du 17 janvier 1986 modifié par le décret 88-585 du 6 mai 1988 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat,
Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 modifié par le décret 2000-931 du 22 septembre 2000 portant statut et organisation du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu les dispositions statutaires applicables aux agents contractuels du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu le contrat de travail n°2476 de madame Sophie Kuntz,

Décide :

Article unique

Madame Sophie Kuntz est affectée à la direction juridique et financière en qualité de directeur pour exercer les fonctions de directeur juridique et financier à compter du 16 octobre 2000.

Le président du centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Jean-Jacques Aillagon

Décision n° 1424 K du 16 octobre 2000 portant délégation de signature.

Le président du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 portant statut du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1992 portant règlement de la comptabilité publique ;

Vu le décret du 26 mars 1999 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon en qualité de président du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1997 nommant M. Werner Spies, directeur du département du musée national d'art moderne-centre de création industrielle ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 mars 1998 nommant M. Daniel Soutif, directeur du département du développement culturel ;

Vu les décisions :

du 29 mars 1999 nommant M. Guillaume Cerutti, directeur général ;

du 9 septembre 1991 nommant M. Jean-Pierre Biron, directeur de la communication ;

du 25 juin 1995 nommant M. François Wolf, chef du service organisation et système d'information ;

du 1^{er} octobre 1996 nommant Mme Sophie Aurand, directrice de la production ;

du 3 décembre 1996 nommant M. Jean-Paul Ollivier, directeur juridique et financier ;

du 28 avril 1998, nommant M. Martin Bethenod, directeur des éditions ;

du 29 mai 1998, nommant Mme Marie Agam Ferrier, directrice des ressources humaines ;

du 26 novembre 1998, nommant Mme Anne-Michèle Ulrich, directrice de l'action éducative et des publics ;

du 4 janvier 2000, nommant M. Jean Valère Arifont, directeur du bâtiment et de la sécurité ;

Considérant le budget du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou tel qu'approuvé en conseil de direction,

Considérant sa répartition budgétaire entre pôles de gestion,

Considérant sa répartition analytique entre départements, directions et services,

Décide :

Art. 1^{er}. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Jacques Aillagon, président, délégation de signature est donnée à M. Guillaume Cerutti, directeur général, pour tous actes et toutes mesures entrant dans le cadre de ses compétences.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Jean-Paul Ollivier, directeur

juridique et financier, à l'effet de signer :

les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats d'un montant inférieur à 900.000 Frs, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;

les ordres de services sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 900.000 Frs ;

les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes ;

les certificats administratifs ;

les ordres de mission ;

les engagements auprès du contrôleur financier ;

les décisions de tarifs ;

les décisions dérogatoires.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Paul Ollivier, directeur juridique et financier, délégation de signature est donnée à compter du 2 mai 2000 à Mme Catherine Rossi Legouet, adjointe au directeur juridique et financier, à l'effet de signer dans les mêmes limites, ces mêmes pièces, à l'exception des ordres de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Paul Ollivier, directeur juridique et financier, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Philippe, responsable de pôle de gestion, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité :
les engagements auprès du contrôleur financier ;
les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 900.000 Frs.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Sophie Aurand, directrice de la production, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité et sous celle du directeur du MNAM/CCI et du directeur du développement culturel :

les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;

les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 150.000 Frs ;

les engagements auprès du contrôleur financier ;

les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 900.000 Frs ;

les certificats administratifs ;

les ordres de mission d'un montant inférieur à 20.000 Frs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Aurand, directrice de la production, délégation de

signature est donnée à M. Harouth Bezdjian, adjoint au directeur de la production chargé du service audiovisuel, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;

les attestations de service fait ;

les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Aurand, directrice de la production, délégation de signature est donnée à Mme Martine Silie, chef du service des manifestations, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;

les attestations de service fait ;

les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Aurand, directrice de la production, délégation de signature est donnée à Melle Marianne Noël, chef du service administration et finances et responsable de pôle de gestion, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;

les engagements auprès du contrôleur financier ;

les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, d'un montant inférieur à 900.000 Frs ;

les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Aurand, directrice de la production, délégation de signature est donnée à Mme Annie Boucher, responsable du service de la régie des œuvres, à M. Maurice Lotte, chef du service de la régie des salles, à M. Gérard Herbaux responsable du service des ateliers et moyens techniques, à Mme Katia Lafitte, chef du service architecture et réalisations muséographiques, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

les attestations de service fait.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Werner Spies, directeur du département du musée national d'art moderne-centre

de création industrielle, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec des partenaires institutionnels ;

les attestations de service fait ;

les certificats administratifs ;

les décisions de prêts et dépôts.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Werner Spies, directeur du musée national d'art moderne-centre de création industrielle, délégation est donnée à Mme Isabelle Monod-Fontaine, directrice-adjointe du musée national d'art moderne-centre de création industrielle chargée des collections, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;

les attestations de service fait ;

les certificats administratifs ;

les décisions de prêts et dépôts.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Werner Spies, directeur du musée national d'art moderne-centre de création industrielle, délégation est donnée à M. Bernard Blistène, directeur-adjoint du musée national d'art moderne-centre de création industrielle chargé de la création contemporaine et de la coordination des activités temporaires, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;

les attestations de service fait ;

les certificats administratifs ;

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Werner Spies, directeur du musée national d'art moderne-centre de création industrielle et de Mme Isabelle Monod-Fontaine, directrice adjointe du musée national d'art moderne-centre de création industrielle, délégation est donnée à Mme Laurence Camous, chef du service de la documentation générale à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant

inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;
 les attestations de service fait ;
 les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Werner Spies, directeur du musée national d'art moderne-centre de création industrielle et de Mme Isabelle Monod-Fontaine, directrice adjointe du musée national d'art moderne-centre de création industrielle, délégation est donnée à Mme Josette Lelange, attachée principale, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;
 les attestations de service fait ;
 les certificats administratifs.

Art. 5. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Daniel Soutif, directeur du département du développement culturel, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec des partenaires institutionnels ;
 les attestations de service fait ;
 les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Soutif, délégation est donnée à Mme Josette Guilbert, attachée principale, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec des partenaires institutionnels ;
 les attestations de service fait ;
 les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Soutif, délégation est donnée à Mme Marianne Alphant, chef du service des revues parlées, à M. Serge Laurent, chef du service des spectacles vivants, à M. Roger Rotmann, chef du service des forums de société, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :
 les attestations de service fait

Art. 6. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de

signature est donnée à M. Jean-Valère Arifont, directeur du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;
 les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 150.000 Frs ;
 les engagements auprès du contrôleur financier ;
 les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, d'un montant inférieur à 900.000 Frs ;
 les certificats administratifs ;

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Valère Arifont, directeur du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à Mme Sophie Lemonnier, adjointe au directeur du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Valère Arifont, directeur du bâtiment et de la sécurité, et de Mme Sophie Lemonnier adjointe au directeur du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à Mme Sophie Belliard-Maslin, chef du service administratif de la direction du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Belliard-Maslin, chef du service administratif de la direction du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à Mme Dany Culotti, responsable de pôle de gestion, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

les engagements auprès du contrôleur financier ;
 les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 900.000 Frs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Valère Arifont, directeur du bâtiment et de la sécurité et de Mme Sophie Lemonnier adjointe au directeur du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Bernard Piaia, chef du service bâtiment de la direction du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;
 les attestations de service fait ;

les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Valère Arifont, directeur du bâtiment et de la sécurité, de Mme Sophie Lemonnier adjointe au directeur du bâtiment et de la sécurité et de M. Bernard Piaia, chef du service bâtiment de la direction du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Jean-François Amoros, chef de service, responsable du pôle maintenance exploitation, et à M. Bernard Espinasse, chef de service, responsable du pôle aménagement et travaux, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Valère Arifont, directeur du bâtiment et de la sécurité et de Mme Sophie Lemonnier adjointe au directeur du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Fabrice Merizzi, chargé de mission, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;

les attestations de service fait ;

les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Valère Arifont, directeur du bâtiment et de la sécurité et de Mme Sophie Lemonnier adjointe au directeur du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Gérard Pecqueux, responsable du pôle administratif du service sécurité, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;

les attestations de service fait ;

les certificats administratifs.

Art. 7. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Anne Michèle Ulrich, directrice de l'action éducative et des publics, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;

les attestations de service fait ;

les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne Michèle Ulrich, directrice de l'action éducative des publics, délégation de signature est donnée à Mme Bakta Thirode, attachée principale, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne Michèle Ulrich, directrice de l'action éducative des publics, délégation de signature est donnée à Mme Jocelyne Augier, chef du service des relations avec le public, à Mme Josée Chapelle, chef du service de l'information du public, à Mme Thérèse Groutsch, chef du service de l'accueil du public et à Mme Ariane Salmel, chef du service de l'action éducative, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

les attestations de service fait.

Art. 8. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Martin Bethenod, directeur des éditions, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exclusion des conventions avec les partenaires institutionnels ;

les engagements auprès du contrôleur financier ;

les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, d'un montant inférieur à 900.000 Frs ;

les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Martin Bethenod, directeur des éditions, la même délégation est donnée à M. Philippe Bidaine, directeur adjoint des éditions, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Martin Bethenod, directeur des éditions, et de M. Philippe Bidaine, directeur adjoint des éditions, délégation de signature est donnée à Mme Nicole Parmentier, responsable de pôle de gestion, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

Art. 9. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Biron, directeur de la communication, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;

les attestations de service fait ;
les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Biron, directeur de la communication, délégation de signature est donnée à Mme Marie-Josèphe Poisson Nguyen, adjointe au directeur de la communication, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Biron, directeur de la communication, délégation est donnée à Mme Claudine Guillon, attachée principale, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

Art. 10. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Marie Agam Ferrier, directeur des ressources humaines, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances relatives à la gestion des personnels du centre, notamment :

les contrats de recrutement de personnel, à l'exception des personnels recrutés pour une durée supérieure à 12 mois ;
les décisions d'attribution de vacations ;
les documents nécessaires à la paye du personnel, sans limitation de montant ;
les décisions d'aide sociale exceptionnelle ;
les décisions d'ouverture de droits aux différentes allocations pour perte d'emploi ;
les documents relatifs à la formation du personnel ;

et dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exclusion des conventions avec les partenaires institutionnels ;
les attestations de service fait ;
les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie Agam-Ferrier, directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à Mme Marie Luce Colonna, chef du service du personnel, à l'effet de signer :

les contrats de recrutement de personnel, à l'exception des personnels recrutés pour une durée supérieure à 12 mois ;
les décisions d'attribution de vacations ;
les documents nécessaires à la paye du personnel, sans limitation de montant ;
les décisions d'aide sociale exceptionnelle ;

les décisions d'ouverture de droits aux différentes allocations pour perte d'emploi ;

et dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exclusion des conventions avec les partenaires institutionnels ;
les attestations de service fait ;
les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie Agam-Ferrier, directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M Patrice Cascarino, chef du service du développement social, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exclusion des conventions avec les partenaires institutionnels ;
les attestations de service fait ;
les certificats administratifs ;
les documents relatifs à la formation du personnel.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie Agam-Ferrier, directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M Muriel Delhomme, médecin, chef du service médical, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exclusion des conventions avec les partenaires institutionnels ;
les attestations de service fait.

Art. 11. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. François Wolf, chef du service organisation et système d'information, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exclusion des conventions avec les partenaires institutionnels ;
les attestations de service fait ;
les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, et de M. François Wolf, chef du service organisation et système d'information,

délégation de signature est donnée à M. Michel Gilles, adjoint du chef du service organisation et système d'information, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

Art. 12. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Claudine Guillon, attachée principale, à l'effet de signer, dans la limite des crédits du budget de la présidence placés sous sa responsabilité : les commandes, lettres de commandes, marchés ou

contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exclusion des conventions avec les partenaires institutionnels ;

les attestations de service fait ;

les certificats administratifs.

Art. 13. - La présente décision annule et remplace toutes décisions de délégation antérieures.

Le président du centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Jean-Jacques Aillagon

Mesures d'information

Relevé de textes parus au Journal officiel

SEPTEMBRE 2000

JO n° 202 du 1^{er} septembre 2000

Premier ministre

Page 13552 Décret n° 2000-832 du 29 août 2000 modifiant le décret n° 60-1089 du 6 octobre 1960 portant application de l'article 23 bis de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires.

Économie, finances et industrie

Page 13561 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 10 juillet 2000 au 14 juillet 2000 (Gestion 2000) (culture, titres III, IV et V).

Emploi et solidarité

Page 13566 Décret n° 2000-834 du 25 août 2000 modifiant la section 2 du chapitre 2 du titre 1^{er} et la section 2 du chapitre 2 du titre III du livre VI du code de la sécurité sociale (troisième partie : décrets).

Culture

Page 13603 Arrêté du 9 mai 2000 portant admission à la retraite (conservateurs généraux du patrimoine) (M. Gauthier Marc).

JO n° 203 du 2 septembre 2000

Économie, finances et industrie

Page 13644 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 17 juillet 2000 au 21 juillet 2000 (Gestion 2000) (culture, titres III et V).

Culture

Page 13668 Décret n° 2000-846 du 31 août 2000 portant approbation des statuts de la Société France Télévision et soumettant France 2, France 3 et la Cinquième à des contrôles de l'Etat.

Page 13672 Arrêté du 11 août 2000 fixant la date des élections à une commission administrative paritaire (administration générale : 6 novembre 2000).

JO n° 204 du 3 septembre 2000

Économie, finances et industrie

Page 13803 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la

période du 24 juillet 2000 au 28 juillet 2000 (Gestion 2000) (culture, titres III et V).

Culture

Page 13814 Arrêté du 30 août 2000 autorisant au titre de l'année 2000 l'ouverture de concours pour le recrutement de techniciens de recherche (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

JO n° 205 des 4 et 5 septembre 2000

Économie, finances et industrie

Page 13839 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 31 juillet 2000 au 4 août 2000 (Gestion 2000) (culture, titre V).

Culture

Page 13855 Décret n° 2000-856 du 29 août 2000 relatif à la gestion des œuvres et objets d'art inscrits sur l'inventaire du Fonds national d'art contemporain. Page 19856 Arrêté du 30 août 2000 relatif aux droits de scolarité, d'examen et aux bourses de l'Ecole nationale supérieure de création industrielle.

Page 19856 Arrêté du 30 août 2000 fixant pour l'année 2000-2001 les taux des droits de scolarité, d'examen et d'inscription dans les établissements d'enseignement supérieurs relevant du ministère de la culture et de la communication.

JO n° 206 du 6 septembre 2000

Culture

Page 13935 Arrêté du 4 septembre 2000 portant délégation de signature ((M. Vistel Jacques).

Page 13949 Arrêté du 4 septembre 2000 portant nomination au cabinet de la ministre (M. Vistel Jacques).

JO n° 207 du 7 septembre 2000

Culture

Page 13983 Arrêté du 30 août 2000 modifiant le nombre de postes ouverts au titre de l'année 2000 aux concours de recrutement de conservateurs stagiaires du patrimoine.

Page 13983 Arrêté du 30 août 2000 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2000 aux concours

pour le recrutement de maîtres ouvriers (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

Page 13983 Arrêté du 30 août 2000 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2000 aux concours pour le recrutement de techniciens d'art (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

JO n° 208 du 8 septembre 2000

Culture

Page 14100 Arrêté du 1^{er} septembre 2000 portant nomination au cabinet du secrétaire d'Etat (M. Guerrin Serge, Mme Bouchaudy Marie-Pierre).

Conventions collectives

Page 14103 Avis relatif à l'extension d'un accord départemental (Somme) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

JO n° 209 du 9 septembre 2000

Culture

Page 14154 Arrêté du 30 août 2000 instituant une régie de recettes auprès du Centre de hautes études de Chaillot.

Page 14154 Arrêté du 7 août 2000 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (rectificatif).

Page 14161 Arrêté du 28 août 2000 portant désignation du secrétaire de la Chambre nationale de discipline des architectes (Melle Roy Cécile).

JO n° 212 du 13 septembre 2000

Culture

Page 14371 Décret du 12 septembre 2000 portant nomination au conseil d'administration de la société France Télévision.

JO n° 213 du 14 septembre 2000

Économie, finances et industrie

Page 14410 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 7 août 2000 au 11 août 2000 (Gestion 2000) (culture, titres III et V).

JO n° 214 du 15 septembre 2000

Économie, finances et industrie

Page 14474 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 14 août 2000 au 18 août 2000 (Gestion 2000) (culture, titres III et V).

Premier ministre

Page 14497 Arrêté du 13 septembre 2000 portant nomination (secrétariat général du Gouvernement)

(au SJTIC : M. Barry Simon).

Culture

Page 14500 Arrêté du 13 septembre 2000 portant nomination (administration centrale) (M. Rebut-Sarda Michel).

JO n° 215 du 16 septembre 2000

Culture

Page 14536 Arrêté du 16 août 2000 modifiant l'arrêté du 8 octobre 1998 relatif aux modalités de délivrance du diplôme d'Etat de professeur de danse.

Page 14536 Arrêté du 23 août 2000 relatif à l'octroi d'une dispense d'assurance au profit du musée Carnavalet pour une exposition (exposition : *Paris en 3 D, de la stéréoscopie à la réalité virtuelle*).

Page 14546 Arrêté du 31 août 2000 portant admission à la retraite (administration générale, ingénieurs d'études) (Mme Tournebise Roselyne).

Page 14546 Arrêté du 5 septembre 2000 portant révision des charges de la donation Pevsner.

JO n° 217 des 18 et 19 septembre 2000

Culture

Page 14634 Arrêté du 10 juillet 2000 portant création du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique.

Page 14635 Arrêté du 12 septembre 2000 relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture.

Page 14637 Arrêté du 12 septembre 2000 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture.

Page 14641 Arrêté du 11 septembre 2000 portant nomination au conseil de l'Ordre des Arts et des Lettres (M. Crombecque Alain).

Page 14641 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

JO n° 218 du 20 septembre 2000

Culture

Page 14714 Arrêté du 14 septembre 2000 fixant les modalités des concours d'accès au corps des conservateurs du patrimoine (hors concours externe, spécialité archives).

Page 14716 Arrêté du 14 septembre 2000 fixant les modalités du concours d'accès au corps des conservateurs du patrimoine (concours externe, spécialité archives).

JO n° 219 du 21 septembre 2000

Culture

Page 14799 Décision du 13 septembre 2000 portant nomination à la Commission centrale du contrôle des recettes (C.N.C.) (Mme Mariani-Ducray Francine).

Conventions collectives

Page 14801 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre des secteurs du cinéma et de l'audiovisuel.

JO n° 220 du 22 septembre 2000**Justice**

Page 14877 Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs dans les textes législatifs.

Équipement, transports et logement

Page 14896 Arrêté du 1^{er} août 2000 fixant les missions, l'organisation et le fonctionnement de la Commission nationale de toponymie (dont DGLF, BnF et Archives nationales).

Fonction publique

Page 14903 Arrêté du 15 septembre 2000 fixant au titre de l'année 2000 le nombre de postes offerts aux concours pour le recrutement d'architectes et urbanistes élèves de l'Etat et à l'examen professionnel pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'Etat.

JO n° 221 du 23 septembre 2000**Économie, finances et industrie**

Page 14953 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 3 juillet 2000 au 7 juillet 2000 (Gestion 2000) (culture, titre V : patrimoine monumental).

Culture

Page 14976 Arrêtés du 13 septembre 2000 relatifs à l'insaisissabilité de biens culturels (expositions : à Paris *Picasso érotique*, *Rodin en 1900* et *Les Andalousies*, de Damas à Cordoue, à Bordeaux : *Gérôme et Goupil*).

Page 14977 Arrêté du 14 septembre 2000 modifiant l'arrêté du 3 octobre 1996 portant institution d'une régie d'avances auprès de l'Etablissement public du musée du Louvre.

Page 14977 Arrêté du 20 septembre 2000 modifiant l'arrêté du 27 juillet 2000 autorisant au titre de l'année 2000 l'ouverture de concours pour le recrutement de professeurs dans les écoles nationales d'art (femmes et hommes).

Fonction publique

Page 14980 Décret n° 2000-928 du 22 septembre 2000 modifiant le décret n° 90-437 du 28 mai 1990 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'Etat, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés.

Page 14982 Décret n° 2000-929 du 22 septembre 2000 relatif à l'expérimentation de nouvelles conditions

et modalités de règlement de certains frais de déplacement à la charge des budgets de l'Etat, et de certains établissements publics.

Page 14983 Arrêté du 22 septembre 2000 modifiant l'arrêté du 1^{er} juillet 1999 fixant les taux des indemnités forfaitaires de déplacement prévues aux articles 9 et 36 du décret n° 90-437 du 28 mai 1990 modifié.

Page 14983 Arrêté du 22 décembre 2000 modifiant l'arrêté du 31 décembre 1999 fixant le régime des indemnités de stage susceptibles d'être allouées aux personnels civils de l'Etat prévues à l'article 15 du décret n° 90-437 du 28 mai 1990 modifié.

Page 14983 Arrêté du 22 septembre 2000 pris en application du décret n° 2000-929 du 22 septembre 2000 relatif à l'expérimentation de nouvelles modalités de prise en charge des frais de déplacement.

Page 14984 Circulaire du 22 septembre 2000 relative au remboursement des frais de déplacement et à l'extension du dispositif expérimental de prise en charge des frais de déplacement des agents de l'Etat et de certains établissements publics introduit en 1997 ; actualisation de ce dispositif opérée par le décret n° 2000-929 du 22 septembre 2000 et l'arrêté d'application du même jour.

Culture

Page 15019 Arrêté du 4 septembre 2000 portant nomination au cabinet de la ministre ((M. Métoudi Gérard).

Page 15019 Arrêté du 4 septembre 2000 portant nomination du directeur du Centre des monuments nationaux (M. Loiseau Alain).

Page 15019 Arrêté du 5 septembre 2000 portant admission à la retraite (administration générale) (M. Brankovic Branislav).

JO n° 222 du 24 septembre 2000**Culture**

Page 15078 Décret n° 2000-931 du 22 septembre 2000 modifiant le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

JO n° 223 des 25 et 26 septembre 2000**Premier ministre**

Page 15143 Décret n° 2000-932 du 25 septembre 2000 modifiant le décret n° 99-778 du 10 septembre 1999 instituant une commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation.

Fonction publique

Page 15171 Décret n° 2000-942 du 19 septembre 2000 fixant les indices de référence pour la rémunération des programmeurs sur contrat régis par le décret n° 62-1085 du 14 septembre 1962.

Culture

Page 15176 Arrêté du 5 septembre 2000 portant admission à la retraite (administration générale) (M. Solier Maurice).

JO n° 224 du 27 septembre 2000**Culture**

Page 15250 Arrêté du 18 septembre 2000 fixant le contingent d'emplois au titre de l'année 2000 au concours réservé pour le recrutement d'agents administratifs des services déconcentrés du ministère de la culture et de la communication (femmes et hommes).

Page 15265 Décret du 22 septembre 2000 portant nomination du directeur de l'école d'architecture de Paris-la-Seine (M. Landeau Christian).

Page 15265 Décret du 22 septembre 2000 portant nomination de la directrice de l'école d'architecture de Lyon (Mme Tilmont Michèle).

Page 15265 Décret du 22 septembre 2000 portant nomination du directeur de l'école d'architecture de Strasbourg (M. Ayrault Yves).

JO n° 226 du 29 septembre 2000**Premier ministre**

Page 15360 Arrêté du 28 septembre 2000 fixant la répartition dans les administrations centrales de l'Etat des emplois d'administrateur civil à pourvoir par le recrutement au tour extérieur au titre de l'année 2000 (culture : 1 poste).

Culture

Page 15374 Décret n° 2000-950 du 22 septembre 2000 fixant le régime indemnitaire des ingénieurs des services culturels et du patrimoine.

Page 15375 Arrêté du 22 septembre 2000 fixant le montant de l'indemnité pour travail dominical permanent attribuée à certains ingénieurs des services culturels et du patrimoine.

Page 15389 Décret du 28 septembre 2000 portant nomination de la directrice de l'architecture et du patrimoine (Mme Diebolt Wanda).

Page 15389 Arrêté du 14 septembre 2000 portant reconnaissance de la qualification d'architecte.

Page 15389 Arrêté du 14 septembre 2000 portant nomination (services départementaux de l'architecture et du patrimoine).

Page 15389 Arrêté du 20 septembre 2000 portant nomination au conseil d'administration de l'Etablissement public du musée et du domaine de Versailles (Mme Saule Béatrix, M. Salmon Xavier).

Page 15389 Arrêté du 21 septembre 2000 portant nomination et titularisation (administration centrale) (Mlle Avon Isabelle).

Page 15389 Décision du 15 septembre 2000 portant

nomination à la commission du soutien financier sélectif à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée.

JO n° 227 du 30 septembre 2000**Premier ministre**

Page 15431 Arrêté du 25 septembre 2000 portant création d'un traitement automatisé d'informations nominatives pour la mise en service d'un «méta-annuaire» de messagerie des services de l'Etat.

Culture

Page 15466 Arrêté du 22 septembre 2000 portant approbation de dispositions statutaires (application de l'article 14 [5°] du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985).

Page 15472 Décision du 20 septembre 2000 portant nomination à la commission des prix de qualité prévue à l'article 92 du décret n° 99-130 du 24 février 1999.

OCTOBRE 2000**JO n° 228 du 1^{er} octobre 2000****Culture**

Page 15545 Décret n° 2000-961 du 28 septembre 2000 modifiant le décret n° 86-539 du 14 mars 1986 portant statut de l'emploi de directeur du musée d'Orsay.

Page 15546 Décret n° 2000-962 du 28 septembre 2000 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites.

Page 15546 Arrêté du 28 septembre 2000 fixant l'échelonnement indiciaire de l'emploi de directeur du musée d'Orsay.

JO n° 229 des 2 et 3 octobre 2000**Emploi et solidarité**

Page 15624 Arrêté du 27 septembre 2000 complétant l'arrêté du 17 juin 1980 portant homologation de titres et de diplômes de l'enseignement technologique (culture : Studio Ecole de France).

Culture

Page 15632 Arrêté du 18 septembre 2000 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Paris : *Chine, la gloire des empereurs*).

Culture

Page 15640 Arrêté du 13 septembre 2000 portant nomination du conseil d'administration de l'école d'architecture de Strasbourg.

Page 15640 Arrêté du 20 septembre 2000 modifiant l'arrêté du 10 février 1999 fixant la composition du comité d'orientation du fonds de modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale.

Page 15640 Arrêté du 22 septembre 2000 portant nomination à la Commission nationale des secteurs sauvegardés.

Page 15640 Décisions du 18 septembre 2000 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (Mme Oshima Reiko, M. Khedim Abdelkader, Mme Antoine Monica).

Page 15640 Décisions du 19 septembre 2000 portant nomination à la commission du soutien financier sélectif à la distribution d'œuvres cinématographiques.

JO n° 230 du 4 octobre 2000

Économie, finances et industrie

Page 15673 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 21 août 2000 au 25 août 2000 (Gestion 2000) (culture, titres III et V).

JO n° 231 du 5 octobre 2000

Économie, finances et industrie

Page 15752 Arrêté du 25 septembre 2000 portant annulation de crédits (culture, titre V : patrimoine monumental).

Culture

Page 15778 Arrêté du 26 septembre 2000 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 portant réglementation des agences de presse.

Page 15778 Arrêté du 27 septembre 2000 portant approbation de dispositions statutaires (application de l'article 14[5°] du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985).

Page 15788 Arrêté du 18 septembre 2000 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Clermont-Ferrand.

Page 15788 Arrêté du 20 septembre 2000 conférant le titre d'architecte des Bâtiments de France.

Page 15788 Décision du 2 octobre 2000 portant nomination à la commission de soutien financier sélectif à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée.

JO n° 232 du 6 octobre 2000

Culture

Page 15843 Décret n° 2000-976 du 4 octobre 2000 modifiant le décret n° 92-260 du 23 mars 1992 portant création du corps des chefs de travaux d'art du ministère chargé de la culture et fixant les dispositions statutaires applicables à ce corps.

Page 15846 Décret n° 2000-977 du 4 octobre 2000 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 modifié portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites.

Page 15847 Arrêté du 29 septembre 2000 portant

délégation de signature (Mme Diebolt Wanda).

Page 15847 Arrêté du 4 octobre 2000 modifiant l'arrêté du 3 juin 1992 fixant l'échelonnement indiciaire des corps des techniciens d'art et des chefs des travaux d'art.

Conventions collectives

Page 15858 Arrêté du 26 septembre 2000 portant extension d'un accord régional (Auvergne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

JO n° 233 du 7 octobre 2000

Fonction publique

Page 15903 Décret n° 2000-978 du 2 octobre 2000 modifiant le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat, pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique.

Culture

Page 15923 Arrêté du 27 septembre 2000 instituant au sein du ministère chargé de la culture une commission destinée à se prononcer sur l'assimilation aux diplômes français des diplômes délivrés dans d'autres Etats membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen.

Page 15924 Décision du 18 septembre 2000 portant délégation de signature (M. Hoss Jean-Pierre).

JO n° 234 du 8 octobre 2000

Économie, finances et industrie

Page 15986 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 28 août 2000 au 1^{er} septembre 2000 (Gestion 2000) (culture, titres III et V).

JO n° 235 des 9 et 10 octobre 2000

Culture

Page 16056 Arrêté du 25 avril 2000 modifiant l'arrêté du 3 mai 1995 modifié pris pour l'application du paragraphe V de l'article 1^{er} du décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie des programmes audiovisuels.

JO n° 236 du 11 octobre 2000

Culture

Page 16109 Arrêté du 25 avril 2000 modifiant l'arrêté du 24 juillet 1996 pris pour l'application du paragraphe IV de l'article 6 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie des programmes audiovisuels.

Page 16109 Arrêté du 3 octobre 2000 portant délégation de signature (M. Boyer Jean-Marc).

Page 16118 Décret du 4 octobre 2000 portant nomination du directeur de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts (M Cousseau Henry-Claude).

JO n° 237 du 12 octobre 2000

Culture

Page 16197 Rapport au Premier ministre relatif au décret du 10 octobre 2000 portant approbation de modifications du cahier des missions et des charges de la Société nationale de programmes Radio France.
Page 16197 Décret du 10 octobre 2000 portant approbation de modifications du cahier des missions et des charges de la Société nationale de programmes Radio France.

Premier ministre

Page 16202 Arrêté du 10 octobre 2000 portant inscription et promotion à la hors-classe du corps des administrateurs civils au titre de l'année 2000 (culture : M. Marguerin Jean-François, Mme Ahmadi Catherine).
Page 16204 Arrêté du 10 octobre 2000 portant inscription et promotion à la 1^{ère} classe du corps des administrateurs civils au titre de l'année 2000 (culture : Mme Cassegrain-Guinebert Laurence).

Education nationale

Page 16212 Liste des élèves de l'Ecole spéciale d'architecture ayant obtenu à la 1^{ère} et à la 2^{ème} session 1999 le diplôme d'architecte de cet établissement.

Culture

Page 16213 Arrêtés du 21 septembre 2000 portant admission à la retraite (conservateurs généraux du patrimoine) (Mmes Dresch Odile et Viallard Eliane).
Page 16213 Décision du 3 octobre 2000 portant attribution des fonctions de directeur de l'Ecole nationale de Cergy-Pontoise (M. Raynaud Patrick).

JO n° 238 du 13 octobre 2000

Culture

Page 16280 Décret du 6 octobre 2000 portant nomination (écoles d'architecture) (M. Chupin Jean-Pierre).
Page 16280 Décret du 12 octobre 2000 portant nomination au conseil d'administration de la société nationale de programme Réseau France outre-mer (M. Vizy Marc).
Page 16280 Arrêté du 4 octobre 2000 portant nomination au conseil d'administration du musée Rodin (M. Gadaud André).
Page 16281 Arrêté du 5 octobre 2000 portant nomination à la commission supérieure et à la commission de la carte d'identité des journalistes professionnels.

JO n° 239 du 14 octobre 2000

Économie, finances et industrie

Page 16349 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 4 septembre 2000 au 8 septembre 2000 (Gestion 2000) (culture, titres III et V).

Culture

Page 16380 Décret du 12 octobre 2000 portant nomination à la Commission nationale d'équipement commercial (Mme Contenay Florence).

Conventions collectives

Page 16390 Arrêté du 5 octobre 2000 portant extension d'un accord départemental (Somme) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

JO n° 240 du 15 octobre 2000

Économie, finances et industrie

Page 16424 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 11 septembre 2000 au 15 septembre 2000 (Gestion 2000) (culture, titres III et V).

JO n° 241 des 16 et 17 octobre 2000

Culture

Page 16484 Arrêté du 29 septembre 2000 portant changement d'utilisation d'un ensemble immobilier domanial (palais national de Fontainebleau : «aile sud du quartier Henri IV»).

Conventions collectives

Page 16504 Arrêté du 11 octobre 2000 portant élargissement d'un accord régional (Champagne-Ardenne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.
Page 16505 Arrêté du 11 octobre 2000 portant élargissement d'un accord régional (Limousin) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.
Page 16505 Arrêté du 11 octobre 2000 portant élargissement d'un accord régional (Poitou-Charentes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.
Page 16505 Arrêté du 11 octobre 2000 portant élargissement d'un accord départemental (Aisne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.
Page 16506 Arrêté du 11 octobre 2000 portant élargissement d'un accord départemental (Oise) conclu

dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

JO n° 242 du 18 octobre 2000

Culture

Page 16565 Décret du 16 octobre 2000 portant délégation de signature (M. Vallet Christophe).

Page 16565 Arrêté du 4 octobre 2000 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Rennes : *Jacques Bellange*).

Page 16565 Arrêté du 6 octobre 2000 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Metz : *Le chemin des reliques*).

Page 13565 Arrêté du 10 octobre 2000 modifiant l'arrêté du 12 septembre 2000 relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture.

Page 16579 Arrêté du 1^{er} octobre 2000 portant nomination de l'administrateur de Théâtre national de Chaillot (M. Mondy André).

Page 16579 Décision du 4 juillet 2000 portant nomination du directeur du musée des arts d'Afrique et d'Océanie (M. Viatte Germain).

d'ingénieur de recherche hors classe de la mission de la recherche du ministère de la culture et de la communication.

Page 16819 Arrêté du 17 octobre pris en application de l'article 3 du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et fixant la liste des pièces complémentaires nécessaires pour l'examen des demandes de subventions relevant du ministère de la culture et de la communication.

Page 16823 Arrêté du 9 octobre 2000 portant nomination du directeur général du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (M. Cerutti Guillaume).

Page 16823 Arrêté du 9 octobre 2000 portant nomination du directeur du département du musée national d'art moderne - centre de création industrielle au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (M. Pacquement Alfred).

Page 16823 Arrêté du 9 octobre 2000 portant nomination du directeur du département du développement culturel au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (M. Soutif Daniel).

JO n° 243 du 19 octobre 2000

Économie, finances et industrie

Page 16648 Arrêté du 12 octobre 2000 portant transfert de crédits (culture, tableau B, titre III : patrimoine monumental).

Culture

Page 16659 Arrêté du 3 octobre 2000 relatif à la régie de recettes constituée auprès du Centre national de la préhistoire.

Page 16667 Arrêté du 13 juillet 2000 portant nomination (assistants ingénieurs) (Mme Dewaelsche Gisèle).

Page 16667 Arrêté du 2 octobre 2000 modifiant l'arrêté du 12 juin 1998 portant nomination des pensionnaires de l'Académie de France à Rome au titre de l'année 1998.

Page 16668 Arrêté du 3 octobre 2000 portant nomination au conseil d'administration du Conservatoire national supérieur de musique de Lyon (M. Goudineau Daniel).

JO n° 244 du 20 octobre 2000

Culture

Page 16818 Décret n° 2000-1022 du 17 octobre 2000 pris en application des articles 10 et 14 du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement.

Page 16818 Arrêté du 12 octobre 2000 modifiant l'arrêté du 10 février 1992 relatif à l'examen professionnel de sélection pour l'accès au grade

JO n° 245 du 21 octobre 2000

Premier ministre

Page 16855 Décret n° 2000-1023 du 19 octobre 2000 portant application des dispositions du troisième alinéa de l'article 31 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 au fichier mis en œuvre pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation.

Page 16856 Arrêté du 19 octobre 2000 portant transfert à la commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation du traitement automatisé d'informations nominatives mis en œuvre par la mission d'étude sur la spoliation des personnes considérées comme juives par les autorités de Vichy.

Education nationale

Page 16862 Arrêté du 18 octobre 2000 modifiant l'arrêté du 30 juillet 1998 fixant le calendrier des vacances scolaires des années 1999-2000 et 2000-2001.

Affaires étrangères

Page 16863 Décret n° 2000-1026 du 18 octobre 2000 portant publication de l'accord cinématographique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise, signé à Beyrouth le 27 mars 2000.

Culture

Page 16865 Décision du 13 octobre 2000 refusant le certificat demandé pour un bien culturel (Joseph Chaumet : *Via Vitae*, pièce d'orfèvrerie).

Page 16865 Arrêté du 14 septembre 2000 fixant les modalités des concours d'accès au corps des conservateurs du patrimoine (hors concours externe, spécialité archives) (rectificatif).

Conventions collectives

Page 16873 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Auvergne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

JO n° 246 du 22 octobre 2000

Premier ministre

Page 16902 Décret n° 2000-1027 du 18 octobre 2000 relatif au service d'information du Gouvernement.

JO n° 248 du 25 octobre 2000

Culture

Page 17009 Arrêté du 12 octobre 2000 portant création d'un traitement automatisé d'information dénommé «fréquentation du patrimoine en 2000».

Page 17010 Arrêté du 13 octobre 2000 portant approbation de la convention constitutive d'un groupement d'intérêt public (Ecole supérieure de l'image).

Page 17016 Arrêté du 28 septembre portant admission à la retraite (conservateurs généraux du patrimoine) (Mme Rimbert Nicole, épouse Blondel).

Fonction publique

Page 17016 Arrêté du 12 octobre 2000 portant admission au cycle préparatoire au concours interne d'entrée à l'Ecole nationale d'administration des candidats reçus aux épreuves qui se sont déroulées en 2000.

JO n° 249 du 26 octobre 2000

Culture

Page 17086 Décret n° 2000-1050 du 25 octobre 2000 modifiant le décret n° 86-616 du 12 mars 1986 instituant une aide aux quotidiens nationaux d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires.

Page 17086 Arrêté du 25 octobre 2000 pris pour l'application de l'article 3 du décret n° 86-616 du 12 mars 1986 instituant une aide aux quotidiens nationaux d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires.

Fonction publique

Page 17099 Arrêté du 17 octobre 2000 portant ouverture en 2001 des épreuves pour l'accès au cycle préparatoire au concours interne d'entrée à l'Ecole nationale d'administration.

Page 17099 Arrêté du 17 octobre 2000 portant ouverture en 2001 d'une épreuve de sélection pour

l'accès au cycle de préparation au troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration.

JO n° 250 du 27 octobre 2000

Économie, finances et industrie

Page 16424 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 18 septembre 2000 au 22 septembre 2000 (Gestion 2000) (culture, titres III et V).

Culture

Page 17177 Arrêté du 13 octobre 2000 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Lyon (M. Dhenein Philippe).

Conventions collectives

Page 16873 Avis relatif à l'élargissement d'un accord départemental (Somme) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

JO n° 251 du 28 octobre 2000

Affaires étrangères

Page 17216 Décret n° 2000-1057 du 25 octobre 2000 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada portant modification de l'accord sur les relations cinématographiques du 30 mai 1983, sous la forme d'échange de lettres signées à Ottawa les 21 janvier et 22 mars 2000.

Culture

Page 17218 Arrêté du 13 octobre 2000 modifiant l'arrêté du 16 décembre 1992 relatif aux conditions requises pour l'habilitation d'un centre de formation à délivrer le diplôme d'Etat de professeur de musique.

Page 17218 arrêté du 19 octobre 2000 portant extension d'un secteur sauvegardé et mise en révision d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur.

Page 17226 Arrêté du 21 septembre 2000 portant admission à la retraite (chargés d'étude documentaires) (Mme Drouet Denise).

Page 17226 Arrêté du 10 octobre 2000 portant inscription à un tableau d'avancement (ingénieurs de recherche) (MM. Belhoste Jean-François et Guy Jean-Michel).

Page 17226 Arrêté du 19 octobre 2000 portant nomination au conseil d'administration de l'Etablissement public du musée du Louvre (M. Giesbert Franz-Olivier).

JO n° 252 du 29 octobre 2000

Économie, finances et industrie

Page 17261 Tableau récapitulatif des ouvertures de

crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 25 septembre 2000 au 29 septembre 2000 (Gestion 2000) (culture, titres III et V).

Culture

Page 17279 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

JO n° 253 des 30 et 31 octobre 2000

Premier ministre

Page 17302 Circulaire du 20 octobre 2000 relative au

mode de décompte des alinéas lors de l'élaboration des textes.

Culture

Page 17322 Décret du 27 octobre 2000 portant nomination au conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (Mme Barbaroux Monique).
Page 17322 Décret du 20 octobre 2000 portant nomination à la commission paritaire des publications et agences de presse (Mme Bret Sophie, M. Mancy François).

Réponses aux questions écrites

ASSEMBLÉE NATIONALE

JO n° 36 du 4 septembre 2000

Réponse à la question de :

- M. Dominique Paillé sur la position de la ministre quant aux risques que font courir les multiplexes à l'économie du cinéma, leur création, par des multinationales d'origine française ou étrangère, intégrée à des opérations foncières de grande ampleur qui les associent à d'autres établissements de loisirs commerciaux en périphérie des villes, reposant sur une logique de rendement financier massif et rapide qui transforme le 7^{ème} art en pur produit commercial.
(Question n° 44717-10.04.2000).

JO n° 37 du 11 septembre 2000

Réponse aux questions de :

- M. Jacques Godfrain sur le moyen de préserver la SACEM, société privée, du risque que ferait courir à son indépendance et à son image sa mise sous surveillance et autorité de la Cour des comptes, dans le contexte actuel de résistance au copyright.
(Question n° 43645-20.03.2000).
- M. Pierre Cardo sur la position de la ministre face aux agissements partisans du présentateur de l'émission de télévision «Vivement dimanche» (France 2, dimanche 19 mars 2000 à une heure de grande écoute) qui arborait de façon ostentatoire l'emblème d'un parti politique en dépit de la neutralité politique qui devrait être de règle sur une chaîne publique financée par la redevance payée par tous.
(Question n° 44170-27.03.2000).
- M. Victor Brial sur la nécessité, malgré les progrès résultant d'investissements récents, de poursuivre, par respect pour les habitants de Wallis et Futuna, la modernisation de la station RFO de Futuna afin de remédier au retard de plusieurs jours avec lequel

sont diffusées les informations locales et régionales réalisées sur place dans des conditions d'installation matérielle très difficiles.

(Question n° 46383-15.05.2000).

- M. Georges Tron sur l'intention du Gouvernement de remédier à l'insuffisance de la subvention attribuée par l'Etat à la Scène nationale d'Evry et de l'Essonne, sa dotation s'avérant en baisse à la différence de celle, en hausse, des scènes comparables de Cergy-Pontoise et de Melun-Sénart.

(Question n° 47600-12.06.2000).

- M. Léonce Deprez sur la nature, les perspectives et les échéances des remèdes qui seront apportés à l'iniquité du traitement culturel du département du Pas-de-Calais où ne sont implantées que deux des sept scènes théâtrales nationales de la région Nord - Pas-de-Calais et dont les subventions stagnent alors que les autres départements et régions bénéficient de moyens accrus.

(Question n° 47862-19.06.2000).

- M. Jean-Luc Warsmann sur les dossiers culturels qui seront défendus par la France durant sa présidence de l'Union européenne du 1^{er} juillet au 31 décembre 2000.

(Question n° 49041-17.07.2000).

JO n° 38 du 18 septembre 2000

Réponse aux questions de :

- M. Alain Ferry sur l'opportunité de reconsidérer la décision de la direction de France 3 de supprimer progressivement le secteur «fiction» de l'unité régionale de production Grand Est malgré la qualité des réalisations de ce service, eu égard à la spécificité de la chaîne qui est de promouvoir la vie des régions.

(Question n° 43995-27.03.2000).

- MM. Jean-Luc Warsmann, Pierre Brana, Henry Chabert et Robert Lamy sur le moyen d'assurer la pérennité de FIP en FM que le Plan Bleu de Radio France envisage de supprimer au profit du Mouvement,

alors que 500 fréquences inutilisées devraient être rendues par Radio France.

(Questions n° 44121-27.03.2000 ; 44908-10.04.2000 ; 46606-22.05.2000 ; 47652-12.06.2000).

- M. André Santini sur le délai et la procédure envisagés pour étendre à tous les supports numériques vierges commercialisés les principes posés par le livre III, titre Ier du code de la propriété intellectuelle, afin d'élargir l'application du droit de copie privée créé par la loi du 3 juillet 1985 relative au droit d'auteur et aux droits voisins actuellement limitée aux supports analogiques.

(Question n° 47235-05.06.2000).

- M. Henry Chabert sur l'intention de la BnF d'associer la riche bibliothèque de la ville de Lyon aux douze partenaires retenus pour collaborer au futur réseau de sites de bibliothèques et de centres de documentation française prévu par le projet Reynard, soutenu par la Commission européenne, pour faciliter l'accès aux ressources documentaires scientifiques et culturelles.

(Question n° 47403-12.06.2000).

- M. André Gerin sur les dispositions qui seront prises pour assurer le maintien, voir le développement, des missions de service public des stations régionales de FIP, notamment de Radio FIP Lyon, et rassurer leurs salariés et leurs auditeurs, alors que le Plan Bleu de Radio France prévoit le transfert de FIP sur le câble et le satellite à accès payant.

(Question n° 48988-17.07.2000).

JO n° 39 du 25 septembre 2000

Réponse aux questions de :

- M. François Asensi sur la possibilité d'éviter, par un refus d'implantation, les dangers de la création rapide de multiplexes pour l'équilibre social et urbain des villes, sans étude d'impact, d'infrastructures et sans concertation, notamment en Seine-Saint-Denis où 32 écrans supplémentaires sont prévus à Sevran et Aulnay-sous-Bois, alors que ces villes, comme beaucoup d'autres de la Grande Couronne parisienne, consacrent depuis vingt ans des efforts importants en faveur du cinéma de proximité.

(Question n° 39281-27.12.1999).

- M. Jacques Péliard sur la position du Gouvernement sur le dossier, qui relève de quatre ministères, des problèmes des «arts de la piste» que le rapport Forette a recensés pour le Conseil économique et social, et sur les suites qui seront données à ses recommandations : professionnalisation du secteur, meilleure concertation entre les partenaires sociaux, transparence économique accrue, adoption d'une déontologie professionnelle, notamment quant au traitement des animaux, etc.

(Question n° 47617-12.06.2000).

- Mme Marie-Jo Zimmermann sur le moyen de préserver FIP Metz sur la bande FM alors que le Plan Bleu de Radio France prévoit sa disparition.

(Question n° 48083-26.06.2000).

- M. Yves Tavernier sur l'intention de la ministre d'œuvrer en faveur du rachat et de la réhabilitation du jardin romantique de Méréville en Essonne, créé au XVIII^{ème} siècle par Hubert Robert et François Bélanger, laissé à l'abandon par ses propriétaires depuis 1920, oublié du grand public, et actuellement menacé de vente.

(Question n° 48247-03.07.2000).

- M. Franck Marlin sur l'intention de la ministre d'œuvrer en faveur du rachat et de la réhabilitation du jardin romantique de Méréville en Essonne, créé au XVIII^{ème} siècle par Hubert Robert et François Bélanger, laissé à l'abandon par ses propriétaires depuis 1920, oublié du grand public, et actuellement menacé de vente.

(Question n° 48700-10.07.2000).

- M. Jean-Marie Bockel sur la possibilité de remédier à la pénalisation des architectes qui exercent en tant qu'"agréés en architecture", catégorie professionnelle créée par l'article 37 de la loi du 3 janvier 1977, qui, du fait de leur non inscription à l'ordre des architectes, ne peuvent obtenir la carte professionnelle correspondant à la spécialité "gestion immobilière" bien que la loi les assimile pleinement aux architectes.

(Question n° 49112-17.07.2000).

- M. Georges Sarre sur l'importance pour 60% des intermittents du spectacle que la ministre intervienne auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité pour qu'il refuse l'agrément de la «Convention du 1^{er} juillet 2000 relative à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage» dont les dispositions, en imposant au demandeur d'emploi de signer un projet d'emploi personnalisé (PAP) au risque d'une suspension progressive de ses allocations, préparent le démantèlement de l'assurance chômage du spectacle, alors qu'il serait préférable de poursuivre l'application de l'accord spécifique signé le 15 juin 1999.

(Question n° 49395-24.07.2000).

- M. Jean-Paul Bret sur la modification du statut des conseillers pour le livre et la lecture, réclamée depuis de nombreuses années : perspectives, état d'avancement des négociations.

(Question n° 49948-07.08.2000).

JO n° 40 du 2 octobre 2000

Réponse aux questions de :

- M. Christian Estrosi sur le montant et la répartition des aides accordées aux cirques en France, par région, pour les années 1996, 1997 et 1999.

(Question n° 39522-27.12.1999).

- M. Maurice Ligot sur la nécessité de modifier l'orientation des programmes de TV5 pour assurer la

promotion de la France, de sa langue et de sa culture, eu égard aux critiques portées sur cette chaîne par un grand nombre de personnes vivant à l'étranger (trop intellectuelle, insuffisamment de programmes pour les enfants) ce qui les amène à préférer les chaînes étrangères de langue anglaise ou allemande. (Question n° 45163-17.04.2000).

- M. Marc Dolez sur le «nouveau cirque» et sur le devenir de l'Ecole nationale du cirque : intentions et projets de la ministre.

(Question n° 48374-03.07.2000).

- MM. Guy Lengagne et Dominique Paillé sur la discrimination injustifiée introduite par la décision de traiter uniquement du statut des 11 écoles nationales d'enseignement artistique supérieur suite au rapport de juillet 1998 de M. Jacques Imbert, chef de l'inspection générale des enseignements artistiques, qui proposait des solutions pour l'ensemble des établissements agréés par le ministère, et qui risque d'instituer un enseignement à deux vitesses au détriment des 46 écoles régionales ou municipales, de leurs enseignants et des diplômés délivrés qui reposent pourtant sur le même enseignement.

(Questions n° 49976-07.08.2000 ; 50280-28.08.2000).

JO n° 42 du 16 octobre 2000

Réponse aux questions de :

- M. Jean-Pierre Brard sur les actions envisagées pour que France Culture, victime du bouleversement et de la banalisation de ses programmes et d'une interruption d'émission de plusieurs jours à cause d'un récent conflit social, puisse remplir pleinement sa vocation particulière et satisfaire ses auditeurs malgré les difficultés actuelles de Radio France.

(Question n° 38870-20.12.1999).

- M. Dominique Dord sur l'opportunité de modifier la loi de 1986 afin de permettre l'attribution de fréquences TV aux associations, alors qu'elles semblent pour l'instant réservées aux sociétés à caractère commerciales.

(Question n° 41508-14.02.2000).

- M. Alain Rodet sur les risques budgétaires, pédagogiques et techniques pour les conservatoires nationaux de régions et les écoles nationales de musique à la charge des collectivités territoriales inhérents aux prescriptions des projets de charte et de décret portant classement des établissements d'enseignement artistique à statut public (danse, musique, théâtre), et sur le montant des moyens qui seront alloués aux régions pour leur permettre de faire face à leurs obligations.

(Question n° 44440-03.04.2000).

- M. Jean Charroppin sur les mesures qui seront prises au plan national pour renforcer l'attrait des musées

nationaux auprès de tous les publics, notamment hors de la capitale, eu égard à la baisse de visiteurs d'environ 3% enregistrée en 1999.

(Question n° 50199-28.08.2000).

JO n° 43 du 23 octobre 2000

Réponse aux questions de :

- M. Dominique Dupilet sur la position du Gouvernement quant à la remise en cause par des écrivains et des maisons d'édition du principe du prêt gratuit des livres dans les bibliothèques dans le but de faire respecter les droits d'auteurs.

(Question n° 49757-31.07.2000).

- M. Michel Inchauspé sur les mesures qui seront prises, eu égard à l'importance des vols d'objets mobiliers dans les édifices publics français, pour que leur classement ou leur inscription, qui les protège juridiquement, soit la garantie d'une meilleure protection physique.

(Question n° 49969-07.08.2000).

JO n° 44 du 30 octobre 2000

Réponse aux questions de :

- M. Armand Jung sur la possibilité de prévoir un remboursement, même partiel, des frais (transport, hébergement) supportés par les candidats souhaitant intégrer un opéra et devant passer des concours ou auditions en de multiples endroits.

(Question n° 49279-24.07.2000).

- M. Jean-Luc Warsmann sur le nombre de saisines de la commission régionale du patrimoine et des sites, et les suites données par les préfets, depuis l'application du décret du 5 février 1999 ouvrant aux élus locaux une possibilité de recours contre les décisions des architectes des Bâtiments de France.

(Question n° 49555-31.07.2000).

- M. Dominique Baudis sur les mesures qui seront prises pour corriger une disparité de statut entre les professeurs des écoles des Beaux arts, celles de l'Etat recrutant principalement des contractuels, alors que les règles de la fonction publique territoriale exigent des collectivités locales le recrutement d'agents titulaires qui doivent continuer à être rémunérés en cas de privation d'emploi par la suppression de l'habilitation d'options par le ministère chargé de la culture, et qui, interdisant le cumul de fonctions, exclut le recrutement d'artistes.

(Question n° 50429-04.09.2000).

- M. Armand Jung sur l'importance de réfléchir à la création d'une «formule type» permettant l'accueil des cirques dans les communes à l'égal des autres arts, et sur l'intention de concevoir une charte en leur faveur.

(Question n° 50689-11.09.2000).

SÉNAT

JO n° 35 du 7 septembre 2000

Réponse aux questions de :

- M. Emmanuel Hamel sur l'intention du Gouvernement d'inciter à la création, dans le secteur des technologies de l'information, «d'une autorité internationale qui associerait étroitement les acteurs de l'Internet», comme le propose le coprésident du groupe d'étude sur les nouvelles technologies de l'Assemblée nationale (in *Le Figaro* du 17 septembre 1999).

(Question n° 19311-07.10.1999).

- M. Emmanuel Hamel sur l'impact et le coût budgétaire des «chèques - lire» de 50 Francs remis depuis plusieurs années à 15 000 jeunes pour les aider à acheter un livre, et sur l'effectivité de l'extension du dispositif à 40 000 bénéficiaires annoncée le 23 juin 1999 en conseil des ministres.

(Question n° 26380-29.06.2000).

JO n° 36 du 14 septembre 2000

Réponse aux questions de :

- M. Emmanuel Hamel sur la réaction de la ministre aux priorités qu'assigne à France Télévision son directeur de la stratégie des programmes (interview in *Le Figaro Economie* du 19 février 2000, p. XII) : création, sport et information, alors que les missions du service public devraient être : développement du sens civique des français, prévention de la violence et rayonnement de la France dans le monde.

(Question n° 23451-09.03.2000).

- M. Emmanuel Hamel sur l'intention du Gouvernement de prendre des dispositions pour «développer les lieux de formation publics et gratuits aux technologies de l'information et de la communication» (cyberlieux) dans le cadre de partenariats Etat-collectivités locales, comme le suggère un conseiller d'Etat dans son rapport du 6 mars 2000 intitulé *L'Etat et les technologies de l'information - Vers une administration à accès pluriel*.

(Question n° 24621-20.04.2000).

- M. Emmanuel Hamel sur le bilan d'un an de développement de «l'éducation musicale à l'école élémentaire par un rapprochement systématique avec les écoles de musique et une généralisation de la participation des musiciens intervenants», et sur l'intention de la ministre de poursuivre cette action en collaboration avec le ministère de l'éducation nationale.

(Question n° 26383-29.06.2000)

JO n° 37 du 21 septembre 2000

Réponse aux questions de :

- M. Philippe Madrelle sur les mesures qu'entend prendre la ministre pour que le réseau FIP menacé,

et particulièrement FIP Bordeaux, puisse continuer à remplir sa double mission de service public généraliste et de proximité.

(Question n° 23776-23.03.2000).

- MM. Gérard Delfau et Bernard Dussaut sur l'intention de la ministre d'intervenir en faveur de FIP, dont le «Plan bleu» de réorganisation interne à Radio France prévoit la disparition au profit du Mouv', ce qui inquiète ses auditeurs, journalistes et techniciens, et afin que ces deux réseaux complémentaires puissent coexister.

(Questions n° 24061-06.04.2000 ; 24720-27.04.2000).

- M. Emmanuel Hamel sur le premier bilan de l'application du «contrat d'objectifs et de moyens» signé le 27 avril 2000 entre l'Etat et l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

(Question n° 26742-13.07.2000).

JO n° 38 du 28 septembre 2000

Réponse aux questions de :

- M. Emmanuel Hamel sur les mesures qui ont été prises suite à l'annonce du 23 juin 1999 en conseil des ministres que «dans les écoles d'art et les écoles d'architecture, des modules de formation seront progressivement intégrés dans les programmes pédagogiques, afin de préparer les futurs professionnels à la transmission de leur savoir aux publics scolaires».

(Question n° 26378-29.06.2000).

- M. Bernard Plasait sur la possibilité pour le ministère chargé de la culture de confirmer la reconduction annuelle de la subvention attribuée aux sociétés d'artistes afin d'éviter certaines lourdeurs d'organisation des expositions et d'apporter les garanties réclamées par l'espace Auteuil où s'installeront les salons à partir de 2001 en attendant la réouverture du Grand Palais, et sur l'intention de la ministre d'aider les artistes nécessiteux, dans l'impossibilité d'exposer leurs œuvres, à affronter les surcoûts induits par cette situation transitoire.

(Question n° 26894-20.07.2000).

JO n° 39 du 5 octobre 2000

Réponse à la question de :

- M. Michel Moreigne sur les obligations que la puissance publique compte imposer aux candidats à l'attribution de fréquences pour la diffusion numérique hertzienne, et aux éditeurs de services, afin de généraliser rapidement la couverture du territoire, notamment celle des zones rurales peu rentables.

(Question n° 26096-15.06.2000).

JO n° 41 du 19 octobre 2000

Réponse aux questions de :

- M. Georges Gruillot sur la teneur des réflexions engagées dans le cadre d'une réforme d'ensemble de

la part de la dotation générale de décentralisation afférente aux bibliothèques territoriales.

(Question n° 11842-05.11.1998).

- M. Emmanuel Hamel sur l'intention de la ministre d'inciter les chaînes publiques de télévision à retransmettre régulièrement, à une heure de grande écoute, les spectacles de nos théâtres subventionnés, comme le suggérait le magazine *Femme avenir* (n° 143 de septembre 1999).

(Question n° 24463-13.04.2000).

- Mme Nicole Borvo sur l'opportunité réformer le système d'aide aux salles de cinéma, notamment par l'instauration d'une taxe sur les multiplexes, pour prévenir les effets néfastes de leur création sans étude d'impact préalable, comme à Paris où celui de l'Aquaboulevard risque d'entraîner la fermeture des deux cinémas UGC et Gaumont de la place de la Convention, ce qui nuirait à la vie de quartier comme l'ont fait tant de fermetures de cinémas depuis 1980.

(Question n° 24735-27.04.2000).

- M. Emmanuel Hamel sur le résultat des études annoncées quant au coût de construction et de fonctionnement d'une nouvelle salle de concerts à Paris, et, si une décision a été prise, sur l'échéance de sa mise en œuvre.

(Question n° 25928-08.06.2000).

- M. Marcel Vidal sur les mesures qui permettraient de faciliter l'accès des enfants des établissements scolaires de la périphérie de Paris aux structures culturelles situées dans Paris.

(Question n° 26455-29.06.2000).

- M. Emmanuel Hamel sur les mesures concrètes prises pour renforcer la formation des enseignants à l'éducation artistique par l'intervention de professionnels de la culture et d'artistes dans les IUFM, comme annoncé en conseil des ministres le 23 juin 1999.

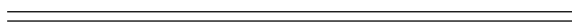
(Question n° 27076-27.07.2000).

JO n° 42 du 26 octobre 2000

Réponse à la question de :

- M. Pierre Hérisson sur le bien fondé de la perception d'un droit supplémentaire par des sociétés prétendant avoir obtenu un mandat du Groupement des radiodiffuseurs français (GRF) pour autoriser les diffusions télévisées des événements sportifs (matches de football, jeux Olympiques), en circuit fermés, en direct et en différé, notamment dans les cafés, les hôtels et les restaurants, alors que ceux-ci sont déjà assujettis à un régime particulier de redevances TV et SACEM.

(Question n° 27435-07.09.2000).



Divers

Décision du 3 octobre 2000 relative aux dérogations au délai prévu par l'article 89 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle

1) Dérogation accordée pour les œuvres cinématographiques intitulées :

- CIEL D'OCTOBRE..... 14 octobre 2000 (UNIVERSAL PICTURES VIDEO)
- LA NEIGE TOMBAIT SUR LES CEDRES..... 7 novembre 2000 (UNIVERSAL PICTURES VIDEO)
- LE MESSIE..... 18 octobre 2000 (FRANCE TELEVISION DISTRIBUTION)
- COMPANY MAN..... 3 novembre 2000 (UGC PH)
- SIMON SEZ, SAUVETAGE EXPLOSIF..... 21 novembre 2000
(GAUMONT COLUMBIA TRISTAR HOME VIDEO)
- COMME UN VOLEUR..... 5 décembre 2000 (M6 INTERACTIONS)
- UN THE AVEC MUSSOLINI..... 21 novembre 2000 (UNIVERSAL PICTURES VIDEO)
- T'AIME..... 4 octobre 2000 (FRANCE TELEVISION DISTRIBUTION)
- KOMODO..... 19 novembre 2000 (M6 INTERACTIONS)
- UNE VIE VOLEE..... 13 novembre 2000 (GAUMONT COLUMBIA TRISTAR HOME VIDEO)
- HUMAN TRAFIC..... 15 septembre 2000 (STUDIO CANAL)
- SCENES DE CRIMES..... 15 septembre 2000 (STUDIO CANAL)
- THE MILLION DOLLAR HOTEL..... 25 octobre 2000 (STUDIO CANAL)
- LA BUCHE..... 10 septembre 2000 (STUDIO CANAL)
- LE MONDE NE SUFFIT PAS..... 7 septembre 2000 (PFC VIDEO)
- BOYS SON'T CRY..... 7 septembre 2000 (20TH CENTURY FOX HOME ENTERTAINMENT)
- ACCORDS ET DESACCORDS..... 7 septembre 2000 (TF1 VIDEO)
- FIGHT CLUB..... 7 septembre 2000 (20TH CENTURY FOX HOME ENTERTAINMENT)
- REVELATIONS..... 5 décembre 2000 (BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT)
- FANTASIA 2000..... 6 décembre 2000 (BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT)
- TOY STORY 2..... 8 novembre 2000 (BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT)
- SIXIEME SENS..... 8 novembre 2000 (BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT)

au vu des résultats de l'exploitation commerciale de ces œuvres en salles.

2) La décision du 25 mai 2000 qui avait octroyé à l'œuvre cinématographique intitulée " LA FIN DES TEMPS " éditée par la société METROPOLITAN FILMEXPORT une dérogation au 20 septembre 2000 est rapportée, et une dérogation au 13 septembre 2000 lui est accordée.



Coupon d'abonnement (1)

Nom, prénom :
(ou service destinataire)

Adresse complète :

Téléphone :

Profession (2) :

Nombre d'abonnements souhaités : x **120 F** = pour l'année
soit **18,29 €**

Date et signature (3).

(1) À retourner au ministère de la culture et de la communication, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 3 rue de Valois, 75001, Paris, accompagné du règlement établi à l'ordre du régisseur d'avance et de recettes du ministère de la culture et de la communication.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur + griffe de l'établissement.